

NI CHASSÉS NI EXPULSÉS

RÉGULARISATION DE TOUS LES RÉFUGIÉS!



REUTERS / ÉRIC GAILLARD

Dossier

Marches des fiertés

pages 6 et 7

ÉDITO

Association de malfaiteurs...
au service de la finance
Page 2

PREMIER PLAN

Santé et social: touTEs
ensemble contre l'austérité!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Grèce: mettre fin à la politique
criminelle de la troïka
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Sergio Grez et
Franck Gaudichaud sur le Chili
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Association de malfaiteurs... au service de la finance

François Pérol, président du directoire de la Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE), répond devant le tribunal correctionnel de Paris de prise illégale d'intérêts lors de sa nomination à la tête du groupe bancaire en 2009. En effet, il a pris la tête du groupe bancaire après deux années passées comme secrétaire général adjoint de l'Élysée entre mai 2007 et février 2009, sous Sarkozy, alors que se négociait la fusion des Banques populaires et des Caisses d'épargne...

En pleine crise financière, Sarkozy voulait que la Caisse d'épargne se sépare de la Caisse des dépôts, se démutualise, et fusionne avec la Banque populaire pour devenir une banque commerciale et d'affaire. L'opération s'est déroulée sous la houlette de son homme de confiance, Pérol, devenu l'associé de la banque Rothschild... L'enjeu était aussi de masquer les pertes considérables des deux banques, alors que le système bancaire est menacé d'effondrement. L'État va donc les renflouer: 5 milliards d'euros avec, en contrepartie, leur fusion... et que Pérol soit désigné comme le futur dirigeant du groupe. Le négociateur devient donc le président-directeur général avec la bénédiction de Sarkozy, bien que la loi interdise à un fonctionnaire de travailler pour une entreprise qu'il a surveillée, contrôlée, avec laquelle il a conclu un contrat ou qu'il a conseillée sur ses opérations dans les trois ans précédant son passage du public au privé. Guéant s'occupera donc d'obtenir un «avis favorable» de la commission dite de déontologie...

Pour rentabiliser l'opération, de nombreux emplois ont été détruits, la BPCE devait devenir une banque commerciale. Pérol s'y est employé avec le soutien de Sarkozy, fort d'une longue expérience de serviteur des intérêts capitalistes depuis le «sauvetage» d'Alcatel et de France Télécom, au début des années 2000, la nationalisation d'Alstom ou le mariage entre Suez et GDF...

Pour les sphères dirigeantes de l'État, des banques et de l'industrie, la loi n'est là que pour donner un semblant de légalité à leurs actions ou exactions. Ils la transgressent en permanence, et parfois il peut arriver que cela finisse devant la justice. Bien rarement en réalité, et il a fallu la ténacité de SUD Caisse d'épargne et de la CGT qui ont déposé plainte et bataillé contre les juges pour obtenir ce procès.

Les sphères dirigeantes du pouvoir des banques, de l'industrie et de l'État ne font qu'un.

BIEN DIT

En moins de deux minutes, un fier blanc Américain a tué deux fois plus d'américains que l'État islamique en deux ans. Terroristes blancs.

Le réalisateur étatsunien MICHAEL MOORE sur twitter vendredi 19 juin à propos de la tuerie de Charleston

À la Une

Ni chassés ni expulsés, régularisation de tous les réfugiés!

La brutale évacuation des réfugiés africains dans le 18^e arrondissement de Paris n'aurait sans doute dû être pour le gouvernement qu'une banale opération de police anti-étrangers, comme il y en est déjà tant, de Calais à Vintimille...

Pourtant, cette fois, la résistance des évacués, avec le soutien de larges réseaux militants associatifs et politiques mais aussi l'expression d'une solidarité active des habitantEs du quartier, a créé une nouvelle configuration en obligeant les pouvoirs publics à lâcher du lest et à ouvrir de nouveaux centres d'hébergement.

Même s'il est difficile à ce stade d'évaluer la part d'enfumage dans une tactique visant surtout à bloquer toute auto-organisation concertée des réfugiés, c'est là, au strict plan humanitaire, un premier succès et il faudra bien que cet hébergement soit pérennisé car s'il y a une chose que les migrants n'aiment pas plus que quiconque, c'est qu'on se paye leur tête... Pour autant, il importe de ne pas perdre de vue le caractère systémique des politiques migratoires.

Dérive antisociale et répressive

Bien évidemment il y a les enjeux de politique intérieure française, d'abord dans un contexte de glissement vers la droite de la quasi-totalité des forces politiques. Face à une droite institutionnelle reprenant presque textuellement la rhétorique traditionnelle d'une extrême droite qui, quelque visage qu'elle se donne, conserve dans son ADN son héritage fasciste, la «gôche de gouvernement» emboîte gaillardement le pas à la politique que la droite menait lorsqu'elle était au pouvoir.

Le numéro incessant de comique troupier de Nicolas Sarkozy et ses

saillies verbales (la «fuite d'eau»...) restent dès lors pain bénit pour le gouvernement et ses fidèles puisqu'elle leur permet de se démarquer à bon compte. Mais faute de respect des personnes dans leurs droits et dans leur chair, le pouvoir a beau se draper dans les oripeaux de la République, il est par exemple difficile de ne pas voir que la défense du droit du sol peut aussi servir d'alibi pour mieux chasser ceux qui n'en bénéficient pas; ou encore que ce droit perd de son sens lorsqu'on multiplie les contrôles au faciès et autres formes de harcèlement à l'encontre de la part de la population française

soumise à une véritable politique de la race...

Tout cela participe pleinement de la dérive antisociale et répressive d'un Manuel Valls, capable dans le même temps de faire cogner sur des réfugiés et d'imposer sans débat des mesures aussi glorieuses que le plafonnement des indemnités prud'homales et qui semble interpellé la droite, extrême ou pas, en lui signifiant qu'elle n'a pas «le monopole de la rigueur!»

Contre la domination coloniale, liberté de circulation et d'installation

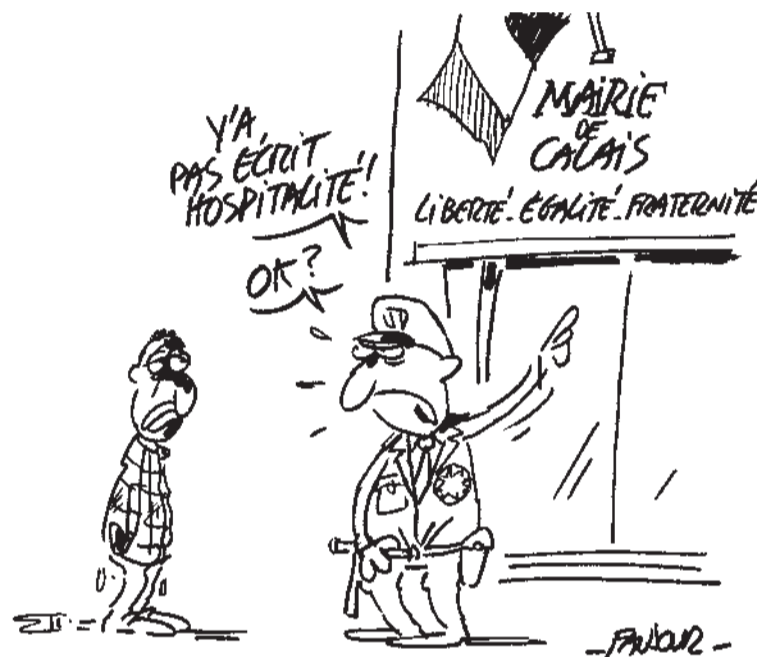
Au niveau européen, cela craque

de partout: de la partie de ping-pong de Vintimille entre Français et Italiens qui se renvoient des jours durant des centaines de migrants à la construction d'un mur aux frontières de la Hongrie, comme au plus beaux temps du rideau de fer, en passant par les succès électoraux des racistes danois ou les rodomontades antimigratoires d'un Cameron. Cela fait totalement système, en particulier quand on voit le refus des «institutions» de laisser le gouvernement grec appliquer la politique pour laquelle il a été élu (notre gouvernement étant bien placé pour jurer que cela ne se fait pas...). De même, les «traités de libre-échange» tout comme les «accords de partenariat et d'échanges» profitent au business, mais les effets en sont catastrophiques pour les pays africains qu'ils privent de ressources douanières tout en permettant d'inonder leurs marchés de nos produits.

Et à l'échelle de la planète, le refus insensé de prendre en compte les principes de libre circulation et d'installation va de pair avec la permanence d'une domination coloniale. Par la misère qu'elle apporte, les dictatures qu'elle conforte et les guerres qu'elle provoque, cette domination rend la reconnaissance du droit à quitter son pays pour celui de son choix encore plus indispensable.

Le combat contre les politiques migratoires des puissants s'inscrit pleinement dans notre combat contre le système capitaliste.

François Brun



SANTÉ ET SOCIAL

TouTEs ensemble contre l'austérité!

Les salariéEs de la santé et du secteur social sont appelés à la grève et à manifester ce jeudi 25 juin. Une nouvelle étape dans la mobilisation de l'AP-HP? Une première riposte d'ampleur contre l'austérité dans la santé et le social?

Appelé en moins de 48 heures, le 4^e rassemblement des hospitalierEs devant le siège de l'AP-HP a encore réuni le jeudi 18 juin des milliers de manifestantEs qui s'opposent avec détermination au plan Hirsch.

Le nouveau «Projet de relevé de conclusions» de la direction générale débattu avec les organisations

syndicales la veille, n'est pas acceptable. Hirsch, le directeur général de l'AP-HP recule face à la mobilisation et tente donc une manœuvre pour tenter d'associer les syndicats à sa démarche qui reste la mise en œuvre de son plan d'économies. Il n'y a rien à lâcher! D'autant plus que la Commission médicale d'établissement (CME) centrale qui représente le corps

médical auprès du directeur général rejette les coupes budgétaires défendues par celui-ci, et que s'annonce un excédent budgétaire de 40 millions d'euros.

Pour le retrait du plan à l'AP-HP

Ce recul du directeur général est un encouragement à amplifier la mobilisation pour obtenir le retrait total d'un

plan combattu depuis plus d'un mois par des dizaines de milliers d'hospitalierEs, mobilisés dans les AG, en grève et dans la rue dans des manifestations d'une ampleur rare pour l'AP-HP. Hirsch «reconnaît l'ampleur du mouvement social (...), retire du champ de la discussion le document sur l'organisation du temps de travail, (...) s'engage sur la mise en œuvre d'un étalement des retenues sur salaires»... auxquelles il ne renonce pas, malgré les très nombreux jours de repos accumulés! Il prend acte du rapport de forces qui ne lui est pas favorable et tente de diviser une intersyndicale qui peine à s'accorder sur une position commune d'exigence de retrait total du plan d'économies, plan auquel Hirsch n'a pas renoncé avec le soutien de Touraine et de Hollande.

Des revendications communes

Partout le personnel de santé, de l'action sanitaire et sociale, de la sécurité sociale est confronté à la même

Un monde à changer

RACISME DE CLASSE. « *L'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la pièce* », a déclaré Christine Lagarde, directrice du FMI, lors d'une réunion avec les Grecs le 18 juin dernier. Cette expression va au-delà du cas de la Grèce : c'est quoi les adultes pour elles ? Les gens de son monde, qui, bardés de diplômes et de suffisance, construisent des châteaux de sable financiers qui s'effondrent lamentablement. Ces prétendus adultes-là n'en payent pas les conséquences : ceux d'en bas en prennent plein la figure en termes de pertes d'emplois et de pouvoir d'achat. C'est quoi un adulte ? Une ancienne ministre des Finances mise en examen en août 2014 pour « négligences » pour avoir cautionné la mise en place d'une commission d'arbitrage complaisante qui a accordé à Bernard Tapie 390 millions d'euros, dont 45 millions au nom d'un « préjudice moral »... Un arbitrage annulé par la Cour

d'appel de Paris en février dernier. Il y en a assez de cette caste qui s'accroche à sa domination. Le mépris fait de leur système de domination. Pierre Bourdieu a parlé d'un « racisme de l'intelligence » qui est « ce par quoi les dominants visent à produire... une justification de l'ordre social qu'ils dominent. Il est ce qui fait que les dominants se sentent justifier d'exister comme dominants ; qu'ils se sentent d'une essence supérieure ». Eh bien, oui, il faudra en finir avec ça... Il faudra « que la tortilla se vuelva » (l'omelette se retourne), comme le dit la chanson écrite par le poète Victor Jara sauvagement assassiné en 1973 par les militaires chiliens... Que les anonymes prennent leur destin en main. Ce ne sera pas simple mais c'est le seul objectif raisonnable que l'on peut se fixer face au désastre social et écologique que les « adultes » à la Lagarde construisent.

MIGRANT-E-S DE LA CHAPELLE (PARIS 18^e) **Après la rafle** **« humanitaire », la lutte continue !**

Alors que l'Europe lance sa flotte antipasseurs, un arsenal de 5 navires de guerre et deux sous-marins censés couler les embarcations utilisées par les migrantEs, les autorités françaises persistent dans leur rejet de tout règlement politique pérenne et humainement acceptable pour les réfugiéEs.

Vendredi 19 juin au matin, une grande opération humanitaire-policrière préparée dans le plus grand secret par la mairie de Paris, l'OFPPA France Terre d'asile, des éluEs EÉLV et du PCF, amenait plus de 200 migrantEs à rejoindre des centres d'hébergement d'urgence, sans avoir pu en discuter collectivement ni obtenir de garanties écrites sur les conditions. Le campement d'Éole, dans un quartier cerné par les forces de police, était rapidement démantelé.

Quelques jours auparavant, ces mêmes autorités affirmaient main sur le cœur, dans un marchandage indécent, qu'elles ne pouvaient proposer plus de 60, puis 100, puis 120 places en centres d'habitation d'urgence. Et c'est sous la pression de l'occupation par les migrantEs et leurs soutiens d'une caserne de sapeurs pompiers, et d'elle seule, que les autorités ont revu leurs propositions à la hausse (voir *L'Anticapitaliste* n°294). Pour autant, oser parler de victoire comme le font certaines organisations, nous paraît déplacé au regard des besoins exprimés par les migrantEs, et illustrés par les nouveaux campements réinstallés depuis ces derniers jours dans le



Mardi 16 juin, manifestation des migrants et des soutiens pour un hébergement décent et contre la violence policière. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

quartier. En s'attaquant au noyau le mieux organisé et en démantelant le camp d'Éole, le pouvoir pensait en avoir fini avec les réfugiéEs, les renvoyant à leur invisibilité... C'est peine perdue !

« Nous sommes des sujets, pas des objets ! » (paroles de réfugié)

Deux stratégies sont à l'œuvre dans ce conflit : l'une, individualisante, caritative, paternaliste et délégitimée, voudrait que les migrantEs, supposés fragiles et désemparéEs, s'en remettent à des éluEs impliqués

dans la majorité municipale pour régler tous leurs problèmes. Cette stratégie est vouée à l'échec et ne fait que retarder le nécessaire affrontement avec un gouvernement qui a clairement affiché ses intentions : invisibilisation, accueil très limité (en regard aux besoins de la situation), et répression.

L'autre stratégie, adoptée par les migrantEs et leurs soutiens, est de permettre que les réfugiéEs, quelle que soit leur situation administrative, deviennent les acteurs de leur destin. Cela passe par le respect de

leurs revendications collectives, et en premier lieu, l'exigence que soit mis à leur disposition un lieu collectif qui leur permette de s'organiser. Anticapitalistes et anti-impérialistes, les militantEs du NPA mettent tout en œuvre pour que cette revendication essentielle se concrétise. Mais notre tâche ne s'arrête pas là. Face au racisme et à la xénophobie, il nous faut gagner l'opinion à la légitimité du combat des réfugiéEs. À Calais, Paris et Menton, des solidarités, des résistances, s'organisent, et la bataille idéologique est loin d'être perdue. Internationalistes, nous devons prendre contact ou renforcer nos liens avec les collectifs italiens qui, à Rome, Milan et Vintimille, soutiennent les migrantEs et avancent des revendications en leur faveur, particulièrement l'attribution d'une carte de séjour de 2 ans leur permettant de régulariser leur situation. Enfin, nous devons faire du mercredi 1^{er} juillet une grande date de mobilisation qui se traduira à Paris par une nouvelle manifestation.

Alain Pojolat

MANIFESTATION
MERCREDI 1^{er} JUILLET À 19H
Place de La Chapelle – Paris 18^e



Retrait du plan Hirsch... sans anesthésie. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

de l'emploi, les salaires bloqués, la remise en cause des acquis et des RTT, la fermeture de services, de structures et d'établissements... Ce jeudi 25 juin peut être la première pierre d'une riposte nationale à

l'austérité que ce gouvernement et tous ses obligés veulent nous imposer dans les hôpitaux, les centres de santé, le médico-social, le sanitaire, la Sécurité... comme dans tous les secteurs d'activité.

CorrespondantEs

Le chiffre 10 milliards

C'est en euros la somme que Patrick Drahi, qui contrôle déjà Numéricable et SFR, met sur la table pour Bouygues Telecom. Endettement maximum (remboursé ensuite grâce aux profits de l'entreprise acquise) et recours aux paradis fiscaux sont les deux recettes du milliardaire...



Agenda

Vendredi 26 juin, réunion publique Palestine et Syrie, Paris. Avec Julien Salingue, Lana Sadeq, Ziad Majed, Mohamad Shaban et Thaeer al-Sahli, à partir de 19h au 40 rue de Malte, Paris 11^e.

Samedi 27 juin, marche des fiertés, Paris. À partir de 14h à Luxembourg. Comme chaque année, le NPA aura un cortège.

Samedi 27 juin, fête du NPA, Montreuil. « Montreuil anticapitaliste fait sa fête au système », expo, bar, repas, musique et débats sur Podemos et la mobilisation pour le climat. À partir de 14h au 60 rue Franklin (Métro Mairie-de-Montreuil)

Samedi 27 juin, fête du NPA du Gers, Lectoure. Bar, repas, musique, débats sur marxisme et écologie, Podemos, la mobilisation pour le climat, et allocution de Philippe Poutou. À partir de 10h30. Plus de renseignements et inscriptions : www.npa32.fr



NO COMMENT

C'est une personnalité du gouvernement, elle a son franc-parler, sa manière d'être, elle est indispensable à la couleur gouvernementale, si je peux m'exprimer ainsi...

Le (vraiment) numéro 1 du PS JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS, parlant de la Garde des sceaux Christiane Taubira lundi 22 juin sur l'antenne d'Itélé

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

offensive contre ses acquis sociaux et ses conditions de travail...

La création et l'activité de la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité et les changements à la direction de la fédération santé de la CGT ne sont pas étrangers à la décision des fédérations CGT, SUD et FO de la santé et du social d'appeler à la grève et à la manifestation nationale ce 25 juin. Cet appel s'est élargi au secteur sanitaire et social et ensuite à la sécurité sociale.

Il était temps qu'intervienne une première riposte nationale à la loi de santé et aux conséquences du pacte de responsabilité dans la santé et le secteur social, alors que les syndicats réactionnaires de médecins mobilisaient la profession. Depuis cet appel national, le personnel de l'AP-HP est entré dans la lutte pour défendre ses journées de RTT, ses acquis sociaux, ses conditions de travail, l'embauche en CDI... Des revendications communes à tous les hôpitaux publics et privés.

Première riposte nationale

La jonction entre la mobilisation nationale de la santé et la lutte de l'AP-HP devrait donc pouvoir se réaliser. Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'intersyndicale centrale de AP-HP n'a toujours pas appelé à cette manifestation...

La jonction pourrait aussi se réaliser avec le personnel des hôpitaux psychiatriques de la région parisienne, en cours de démantèlement, avec de gigantesques fusions pour les regrouper dans des usines à soins psychiatriques. Des conséquences là aussi dramatiques pour les patientEs et les personnels : abandon de la politique de secteur, délocalisations, fusions et fermetures de services, licenciement des agents non titulaires...

Partout le personnel de ces secteurs ainsi que les usagers payent au prix fort les politiques d'austérité, avec la dégradation des conditions de travail et de soins, l'intensification de la charge de travail, la précarité

FRONT NATIONAL

Le vieux chef victime de son propre appareil

Amour filial lors du dernier 1^{er} mai du FN... DR

Au FN, même lorsqu'on tente de faire « bien » – c'est-à-dire d'apparence démocratique, « dédiable », pas ouvertement fasciste –, ce n'est pas l'esprit de la démocratie qui souffle...

Vendredi 12 juin au soir, la direction actuelle a tenté de clore définitivement l'ère politique du vieux chef, Jean-Marie Le Pen. Celui-ci avait dépassé les bornes en avril dernier, par deux interviews données, à BFM TV puis au journal fasciste *Rivarol* (torchon pour antisémites obsessionnels), où il avait par exemple professé qu'il n'avait « jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître »... Ces propos allaient trop loin du point de vue de la stratégie actuelle de la direction du FN, « dédiable » oblige. Jean-Marie Le Pen a donc été « suspendu » de sa qualité d'adhérent du parti, par un vote le 4 mai. Puis il a été question de lui retirer la « présidence d'honneur » qu'il occupait depuis le congrès de Tours de 2011.

Jean-Marie Le Pen rayé des statuts

Or, papy (qui vient de fêter ses 87 ans samedi dernier) fait de la résistance... Non pas celle qu'on écrit avec une majuscule et qu'il n'a jamais trop appréciée, mais celle avec un petit « r », arguant que « seul un autre congrès peut défaire ce qu'un congrès a fait », réclamant haut et fort la tenue d'une telle assemblée officielle. En parallèle, vieux procédurier, il a saisi la justice étatique contre son propre parti, pour contester les mesures prises contre lui. L'audience a eu lieu à Nanterre, le 12 juin, et on connaîtra le jugement le 2 juillet prochain.

Le soir de l'audience, la direction du parti votait, elle, sur un changement des statuts, supprimant au passage de façon définitive la désormais célèbre « présidence d'honneur ». Mais le poisson était noyé dans un flot d'amendements aux statuts, dans lesquels plus d'un article sur deux est aujourd'hui modifié, même si les changements sont souvent de pure forme.

Puisqu'il avait été question de la tenue d'un congrès, la direction a finalement cédé sur ce point : les adhérents voteront bien... lors d'un congrès virtuel, sous forme d'un référendum par voie postale ou (la plupart du temps) électronique en juillet. Mieux : le vote, qui se fera ainsi souvent par Internet, portera sur les modifications statutaires en bloc. Un vrai plébiscite, et un bel exemple de « démocratie vivante ». Lorsqu'on a décidé de « faire démocratie », tout le parti applique la consigne comme un seul homme (ou une seule femme). Et gare si une seule tête dépasse !

Vous avez dit démocratie ?

Le FN reste donc bel et bien le même sur le fond, puisque la démocratie interne a toujours été assez « formelle »... Certes, le FN a effectué à plusieurs reprises des changements d'orientation majeurs (par exemple au tournant des années 1980-1990 : de l'ultralibéralisme reaganien vers une démagogie sociale prononcée), ou plus mineurs (ainsi en 2010, en abandonnant son vieux programme en matière de retraites – ouvertement antisocial – au profit d'un discours se voulant à sensibilité plus sociale). Ces changements de cap font même parfois débat dans ses rangs : ainsi, une partie de l'appareil conteste ouvertement aujourd'hui l'orientation en matière de retraite adoptée en 2010. Or, aucun changement d'orientation, strictement aucun, n'a été adopté ou même débattu en congrès...

Par ailleurs, la mise à l'écart du « vieux » a visiblement constitué une condition pour la constitution, désormais réussie, d'un nouveau groupe au Parlement européen autour du FN. Intitulé « Europe des nations et des libertés », celui-ci a été officiellement fondé le 16 juin dernier¹.

Bertold du Ryon

1 – À ce sujet, voir le site du NPA : <http://www.npa2009.org/actualite/choses-vues-au-fn-mon-ami-est-etranger-surtout-mon-banquier>

VOYAGE D'AFFAIRES

L'« alacrité » néocoloniale de Hollande en Algérie

La visite éclair de Hollande à Alger lundi 15 juin a été pour beaucoup d'entre nous l'occasion de mesurer l'humour cynique de Hollande...

Celui-ci a commenté ses deux heures de réunion à huis-clos avec Bouteflika, cloué sur sa chaise roulante et incapable de s'exprimer en ces termes : « Il m'a donné l'impression d'une maîtrise intellectuelle, d'une capacité de jugement et même c'est rare de rencontrer un chef d'État qui a cette alacrité, cette capacité de jugement »... Caractériser l'état de Bouteflika d'« état de vigueur et de vitalité, souvent mêlé de bonne humeur et d'entrain » relève d'un grand mépris, une fois de plus affirmé, du dirigeant de l'ancienne puissance coloniale.

Celui-ci est venu en fait pour discuter avec les réels dirigeants de l'Algérie, jamais élus, des intérêts géostratégiques et économiques de la France dans la région, en confortant au passage le pouvoir politique algérien qui collabore à ses projets. C'est comme cela que l'ont ressenti de nombreux Algériens, mais visiblement très peu de médias français !

Un néocolonialisme politique...

En effet, Hollande a fait de cette visite un soutien politique au président moribond, marionnette entre les mains des réels dirigeants que le président français a aussi rencontrés : le général Toufik, chef du département

RENCONTRE HOLLANDE BOUTEFLIKA



de renseignement et de la sécurité (DRS) qui a choisi Bouteflika en 1999, et Ouyahia, le directeur du cabinet de la présidence. Car Bouteflika termine sa carrière comme il l'avait commencée en 1965 lors du coup d'État contre Ben Bella, en marionnette politique des dirigeants de l'armée algérienne. Et avec l'imprimatur de l'ancienne puissance coloniale en prime ! Alors que ce pouvoir politique est rejeté de la population, réélu en 2014 avec près de 50 % d'abstention déclarée (74 % de participation en 2009), il manie la répression contre les syndicalistes un tant soit peu indépendants et contre les mouvements sociaux, comme les chômeurs de Ouargla ou la population d'In Salah en lutte contre l'exploitation de gaz de schistes. Il impose une grande braderie de tout

ce qui est commercialisable dans les ressources de l'économie algérienne. Un soutien bien évidemment intéressé pour les intérêts néocolonialistes des représentants du capitalisme français. D'un point de vue géostratégique d'abord, car l'impérialisme français cherche à se faire reconnaître comme une puissance incontournable en prouvant ses capacités à ramener l'ordre en Afrique de l'Ouest. Or, depuis la chute de Khadafi, l'Algérie reste la seule puissance militaire régionale capable de peser dans une situation qui, de la Libye au Tchad ne cesse de s'enfoncer dans le chaos. Au Mali, c'est l'Algérie qui a pesé dans l'aboutissement des négociations diplomatiques qui permettront peut-être à l'armée française d'alléger son dispositif en aboutissant à des

accords entre l'État malien et les rebelles. Cela vaut bien quelques concessions politiques de l'État français pour conforter le pouvoir algérien.

... qui appuie les intérêts économiques de la bourgeoisie française

D'autant que l'Algérie, bien que confrontée à des difficultés inquiétantes (chute des cours des hydrocarbures de 43% lors des 4 premiers mois de 2015 qui font basculer une balance commerciale de l'excédent au déficit...) reste un pays qui connaît une croissance économique supérieure à celle de la zone euro. Cela en fait donc une cible pour les capitalistes. Alors que les entreprises françaises restent le premier partenaire économique de l'économie algérienne, depuis 2013, ce sont les entreprises chinoises qui leur ont raflé la position de 1^{er} fournisseur, et depuis 2013, une entreprise algérienne, Cevalat, a même réussi une politique d'implantation en France en rachetant des entreprises comme Oxco (fenêtres en PVC) ou FagorBrandt (leader de l'électroménager).

La visite de Hollande avait donc des objectifs économiques de VRP des grands groupes déjà présents comme Alstom, Sanofi, la RATP ou Renault, mais aussi de promouvoir des possibilités de nouvelles implantations pour Peugeot (dont le dimensionnement ne correspond pas aux attentes du pouvoir algérien) ou Total dans l'exploitation des gaz de schiste, cela malgré les dénégations officielles de l'État français. Hollande se veut aussi, en Algérie comme ici, le défenseur des PME françaises, cela sans parler des éventuels contrats d'armement militaire qu'il place méthodiquement de l'Inde au Qatar en passant par l'Arabie saoudite. Tout cela vaut bien une petite déclaration hypocrite, en se disant que le ridicule ne tue pas. Mais c'est peut-être sans compter sur la mémoire des « sans-dents » qu'Hollande méprise tant, qu'ils soient en France ou en Algérie.

Cathy Billard

CENSURE C'est pas à l'Assemblée qu'on obtiendra satisfaction !

Manuel Valls peut fumer son cigare tranquille... Sans surprise, la motion de censure contre le gouvernement a été massivement rejetée : 198 députés l'ont votée, dont les députés du Front de gauche, alors qu'il en aurait fallu 289 pour faire chuter le gouvernement. Mais au-delà de ce non-événement, qui n'intéresse même plus les députés en majorité absents lors du vote, c'est le cynisme des partis institutionnels qui risque encore d'encourager l'abstention de l'électorat populaire et le vote FN aux prochaines échéances.

La droite, qui devrait pourtant estimer que la loi Macron dictée par le Medef et bénie par l'Union européenne va dans le bon sens, a donc déposé une motion de censure tout en étant assurée qu'elle serait battue ! Par cet acte politique, elle confirme qu'il n'y a pas de fin à l'appétit des patrons et de ceux qui défendent leurs intérêts à l'Assemblée. Elle mène son combat de classe en faisant pression sur le gouvernement socialiste pour qu'il réalise toujours plus une politique agressive contre notre classe.

ÉELV et « frondeurs » au service de Valls

Après avoir fustigé « le retour de l'autoritarisme gouvernemental contre le débat parlementaire », les députés d'ÉELV ont refusé de présenter une motion de censure avec le Front de gauche et ont également rejeté celle de la droite. Ils expliquent qu'ils ne se livreront pas « à la politique du pire ni aujourd'hui ni demain », et annoncent déjà que lors du prochain recours au 49-3, certainement en juillet pour le passage en 3^e lecture de la loi Macron, ils rejeteront encore la censure. Quelle promesse gouvernementale leur fait donc accepter aujourd'hui ce qu'ils jugeaient pourtant inacceptable hier ?

Les députés socialistes « frondeurs » se sont livrés à un spectacle pitoyable. Après avoir annoncé que le recours au 49-3 était inadmissible, qu'il était un « déni de démocratie » ou encore

qu'« il faut défendre les droits du Parlement contre toute tentative de césarisme au petit pied », dixit Pascal Cherké, ils ont tous refusé la motion de censure. Et pourtant à l'Assemblée nationale, il n'y a pas de mandat impératif, chacun vote en conscience sans soumission à une discipline de parti. Et pourtant, avant le vote, eux aussi jugeaient que cette loi est « une dérive libérale, une loi de fausse modernité copiée sur Blair et Schröder »...

Construire notre expression politique

En rejetant la motion de censure, ces députés ont validé le recours au 49-3 et se sont prononcés franchement en soutien de la politique de Hollande



À l'Assemblée nationale ce n'est visiblement pas l'heure de s'opposer à Valls-Macron. PHOTO:THÈQUE ROUGE/JR

et Valls. Au fil des mois, et malgré des déclarations tonitruantes, ils jouent finalement l'aiguillon utile à ce gouvernement qui lui permet le passage en force d'une politique en totale contradiction avec les promesses électorales, au service des intérêts du patronat contre ceux du plus grand nombre. Que risquaient-ils donc ? Une exclusion de fait du

parti gouvernemental ? Leur poste de député aux prochaines législatives ? Cet énième épisode du parlementarisme sous la 5^e République confirme une fois de plus que la caste dirigeante, tous partis confondus ou presque, sait se rassembler quand il s'agit de détruire nos acquis et que non seulement nous n'avons rien à attendre des institutions mais que nous devons nous unir nous aussi, au-delà de nos divergences, pour combattre leurs politiques. Il faut ouvrir grand le débat avec toutes celles et ceux qui luttent, qui quotidiennement refusent de voter la confiance à ce gouvernement, et n'ont pas renoncé à changer ce système. **Roseline Vachetta**

GRÈCE Mettre fin à la politique criminelle de la troïka

Ce lundi 22 juin, suite à différentes réunions au sommet, Tsipras s'est dit une nouvelle fois confiant dans la possibilité d'un accord favorable au peuple grec. Pourtant, si différentes propositions fiscales grecques visent les riches, entreprises et individus, d'autres propositions toucheront aussi les couches populaires, sur les retraites notamment. Le grand cirque pour soumettre la Grèce à l'obéissance libérale va donc continuer dans les jours qui viennent...

La semaine écoulée, un pas supplémentaire a été franchi dans l'offensive de la réaction contre les prétentions grecques à vouloir lutter contre l'austérité et les mémorandums.

Une offensive sous pression médiatique et politique

Si la bourgeoisie hésite désormais à utiliser de la force militaire comme elle l'avait fait en 1967, son offensive est plus globale, reposant en particulier sur une manipulation effrayante de l'information. Un ancien dirigeant du Pasok vient d'ailleurs d'expliquer que des journalistes grecs avaient été formés lors de séminaires du FMI à présenter la « bonne » information ! Et même si la chaîne publique grecque ERT a rouvert, les chaînes privées restent dominantes et ont participé à la semaine de la grande peur : rumeurs sur la faillite et la fermeture des banques, relais des mensonges de la troïka...

La droite descend dans la rue, en apparence pour réclamer de « rester dans l'Europe », en vérité pour accentuer la campagne pour abattre le gouvernement. À la manifestation du jeudi 18, où les bourgeois des quartiers riches se comptaient par centaines, on protestait contre la stalinisation de la Grèce et contre les communistes ! Plus grave, un des dirigeants du Pasok, Loverdos, vient de menacer le gouvernement de connaître le sort des militants de gauche exécutés sous le dictateur Plastiras... ça donne une idée de l'ambiance.



Aucun compromis avec l'austérité

Cette ambiance est en symbiose avec la campagne internationale, dans laquelle par exemple un journal comme *le Monde* joue tout son rôle, relayant l'image méprisante d'un Tsipras comparé à un étudiant inexpérimenté qui « ne semble pas comprendre » ou « ne semble pas vouloir non plus accepter le processus de décision européen ». Et toute l'entourloupe consiste à faire croire que face aux propositions d'aide généreuse de la troïka, le gouvernement grec refuse tout compromis, alors que c'est malheureusement un « bon » accord que Tsipras croit pouvoir trouver dans ces négociations ! Or, le problème est très simple : l'objectif de cette immense campagne

nauséabonde est de mettre la pression maximum pour obtenir la soumission du gouvernement Syriza à un accord pourri qui le déconsidérerait. Et c'est bien la troïka qui, après chaque nouvelle concession grecque, en demande alors un peu plus, avec des conséquences catastrophiques : les dernières exigences sur la TVA menacent entre autres l'activité du tourisme, l'éventuel sursis sur le droit du travail s'accompagnerait de l'annulation du SMIC à 751 euros, le montant des pensions des retraités ne baisserait pas mais les retraites anticipées seraient supprimées... Et on peut s'attendre ces prochains jours à de nouvelles exigences, malgré – ou à cause – de l'éloignement progressif de ce gouvernement des promesses de campagne.

Mettre fin à la mascarade, mobiliser !

Tsipras a un peu haussé le ton ces derniers jours, mais c'était pour exiger que « l'Europe retrouve ses valeurs » ! Cela ne prépare pas à une mobilisation radicale dans cette « guerre de tranchées » (*journal Ef Syn*), alors qu'il existe pourtant de nouveaux points d'appui pour le développement urgent de la solidarité contre les mémorandums. Ainsi, la semaine dernière a été rendu public le rapport du comité pour la vérité sur la dette grecque, fruit d'un gros travail lancé par la présidente du Parlement, avec l'aide d'experts comme Eric Toussaint. S'appuyant sur des témoignages très concrets, le rapport a fait l'effet d'une petite bombe, et la conclusion du rapport a eu un certain écho : dette illégale, illégitime, insoutenable ! Du coup, celle-ci redevient un enjeu de la confrontation, le vice-président de la Commission européenne se déclarant contre toute mesure d'annulation. La dette pourrait donc devenir un axe important des mobilisations, même si la majorité de Syriza avait mis cette question de côté. Enfin, dernier aspect essentiel, les mobilisations, plus importantes, même si limitées : celle du dimanche 21 juin, à laquelle appelaient Adedy (la fédération du secteur public), Syriza et Antarsya, marque un progrès, comme cela a été le cas ce même week-end dans quelques villes d'Europe. Mais ce lundi 22, avec ces négociations dramatisées à souhait, donne peut-être le ton des prochains jours, en particulier de la réunion de l'Eurogroupe mercredi 24 et du Conseil européen des 25 et 26 juin. Sans contrôle sur les capitaux et les banques, le temps joue pour les classes dirigeantes européennes, et l'étranglement continue... Face à ce jeu perdant, nos mobilisations, ici et dans toute l'Europe, sont le seul moyen pour empêcher la troïka de pousser les enchères toujours plus loin, et pour rompre enfin avec la soumission à l'austérité. **D'Athènes, A. Sartzakis**



Le monde en bref

Traité transatlantique Pas de fachos dans la campagne!

Le 10 juin dernier devait avoir lieu un vote sur une résolution précisant le mandat de négociation de la Commission européenne sur le Traité transatlantique de Commerce avec les États-Unis (Tafta d'après les initiales anglaises). Les sociaux-démocrates s'étaient mis d'accord avec la droite, y compris sur le mécanisme d'arbitrage entre États et entreprises privées. Un mécanisme qui permettrait à des entreprises qui s'estimeraient lésées par une nouvelle loi (renforçant par exemple une norme écologique ou de droit du travail) dans un État d'attaquer cet État devant un pseudo-tribunal d'arbitres et de le faire condamner. Mais vu l'écho du mouvement anti-Tafta, une partie des sociaux-démocrates commençaient à hésiter. Du coup, Martin Schultz (social-démocrate allemand), favorable au traité, a reporté le vote. Un nouveau rendez-vous devrait être fixé en juillet. En fait, la question des tribunaux d'arbitrage n'est qu'un aspect du problème. L'accord transatlantique est dans son principe une machine de guerre supplémentaire au service des multinationales contre les travailleurs tant américains qu'européens. La campagne anti-Tafta marque des points. Raison de plus de l'amplifier en faisant le lien avec les politiques d'austérité et de destruction des acquis sociaux. Et également en gardant un cap internationaliste. C'est ce que vient justement de réaffirmer le collectif national Stop Tafta. D'autant plus nécessaire que des forces d'extrême droite (FN, adeptes de Soral...) essaient de



Le 11 octobre dernier, manifestation unitaire contre le traité transatlantique. PHOTO: THÈQUE ROUGE/JMB

s'infiltrer. Comme le dit le communiqué du collectif : « La supercherie de ces courants d'extrême droite est de faire passer leur dénonciation du Tafta en défense des couches populaires pour en réalité les asservir aux intérêts des multinationales françaises. La finance comme l'exploitation des êtres humains et de la planète sont tout aussi abjectes qu'elle soient "françaises de souche" ou de toute autre origine, et cela l'extrême droite ne le combattra jamais ».

Maroc L'homosexualité illégale!

Deux hommes accusés de s'être embrassés en public début juin sur un site historique de Rabat ont été condamnés vendredi 19 juin à quatre mois de prison ferme. Lahcen, 38 ans, et Mohsine, 25 ans, qui étaient poursuivis pour « outrage public à la pudeur » et « acte contre nature avec un individu du même sexe », ont également écopé d'une amende de 500 dirhams chacun (environ 45 euros - salaire moyen : 300 euros). L'article 489 du code pénal marocain punit ce qu'il appelle les actes « impudiques ou contre nature » d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison ferme. C'est d'ailleurs ce dont avaient écopé il y a un mois trois hommes également poursuivis pour homosexualité, après avoir été dénoncés par des voisins. Pourtant « Toute personne a droit à la protection de sa vie privée », stipule la Constitution du Maroc adoptée en 2011...



La mobilisation continue! DR

Cette condamnation a eu lieu malgré la mobilisation du collectif Aswat pour la défense des homosexuels au Maroc. Une pétition en ligne réclamant la libération de Lahcen et Mohsine a recueilli près de 75 000 signatures. Sur son compte Facebook, Aswat expliquait que le juge a refusé la libération conditionnelle que réclamaient les avocats de Lahcen et Mohsine pour plusieurs vices de procédure : des aveux qui « leur auraient été arrachés suite à des violences physiques et morales durant l'interrogatoire », et « l'atteinte au principe du secret de la procédure judiciaire », leurs photos et leurs identités ayant été divulguées dans la presse. Ce lundi 22 juin, les autorités marocaines auraient aussi arrêté une vingtaine d'homosexuels et de travestis dans la région d'Agadir. Ces derniers sont poursuivis...

ÉGYPTE La mauvaise passe

Une campagne internationale¹ appelle à la solidarité avec les prisonniers politiques égyptiens. En effet, la répression est féroce à l'encontre de tous les opposants : opposants politiques Frères ou laïcs, membres d'ONG de défense des droits humains, journalistes, civils...

Personne n'est à l'abri d'une arrestation arbitraire, de tortures, de procès iniques. Les magistrats sont aux ordres d'un pouvoir tyrannique qui ne tolère aucune voix dissidente au nom de la lutte contre le terrorisme, ce qui est toujours bien vu par les donateurs occidentaux ou des pays du Golfe. Un rapport de la FIDH dénonce les violences sexuelles utilisées par les forces de l'ordre à l'encontre des personnes arrêtées. Depuis 2013, arrivée de Sissi au pouvoir, le bilan est très lourd : 2600 morts, 17000 blessés, 16000 arrestations, 1500 condamnations à mort dont celle de Morsi tout récemment. Les prisonniers politiques sont aujourd'hui plus de 40000. Depuis avril 2015, le mouvement « Liberté pour les braves » a recensé 163 disparitions de démocrates, la plupart de gauche, dont 66 restent à ce jour introuvables.

Il y a l'abcès du Sinaï, la seule région que le pouvoir n'arrive pas vraiment à contrôler. Malgré tous ses efforts, il n'est pas venu à bout du groupe Ansar Beit El Makdess qui a fait allégeance à Daech. De janvier à



Sissi rit, le peuple égyptien souffre... DR

mai, 643 personnes ont été tuées. Chaque jour, on y parle d'attaques terroristes, et certaines estimations sérieuses mais peu répercutées font état de 10 à 12000 hommes armés dont les motivations ne sont pas toutes politiques.

Économie en berne

La situation économique est catastrophique, et Sissi ne cesse d'annoncer des projets gigantesques : le doublement du Canal de Suez (inauguration prévue le 6 août prochain),

l'implantation d'une nouvelle capitale pour désengorger Le Caire (mais on n'en entend plus parler) et dernière invention, la reconstruction du Phare d'Alexandrie pour stimuler le tourisme, ce qui est plus que problématique avec les dernières attaques terroristes à Louxor et Guizeh. Pendant ce temps, la population souffre : augmentation vertigineuse des prix, particulièrement avec le Ramadan, pénurie des bouteilles de gaz (alors que le pays est producteur), problèmes d'alimentation en eau.

La situation est tellement dure à supporter que la survie quotidienne prime sur le politique. Rien à faire de la répression, tant mieux si les islamistes sont condamnés, et le lavage de cerveau organisé par des médias aux ordres fonctionne à plein : ce sont des agents de l'étranger, des complices d'Israël, ils veulent détruire le pays... Seuls les milieux d'affaires commencent à s'agiter : ils veulent retrouver leurs places privilégiées au niveau politique, des places de députés, mais jusqu'à présent aucune nouvelle des élections qui étaient prévues en mars avril.

Le pays est tellement dépendant de l'aide financière de ses puissants voisins arabes qu'il a du mal à affirmer une politique étrangère autonome. Traumatisée par le souvenir de la guerre du Yémen (1962-1970) qui a fait 26 000 morts égyptiens, l'Égypte n'a pas pu se dérober à l'injonction de l'Arabie saoudite mais a minima, et pèse pour des négociations avec la rébellion chiite, sans succès. Dans un domaine beaucoup plus crucial pour la survie même du pays, la question du partage des eaux du Nil, Sissi a été obligé de conclure un compromis qui acte de fait le stockage par le barrage éthiopien de 12 milliards de mètres cubes chaque année, cela au détriment de l'Égypte. La population égyptienne s'accroît de 2 millions chaque année, on ne peut qu'être inquiet pour l'avenir.

D'Alexandrie, Hoda Ahmed

1 - <http://www.npa2009.org/actualite/solidarite-avec-les-prisonniers-politiques-egyptiens>

L'austérité est aussi homophobe

L'austérité écrase les LGBTI en temps que telLes, pas seulement parce que c'est cher d'être « Fabuleuses » et « Badass », mais pour beaucoup de raisons...

Il n'y a pas d'un côté les travailleurEs, leurs luttes et l'oppression de classe, et de l'autre des LGBTI qui gagneraient leur argent par les forces du Saint-Esprit. Nous, lesbiennes, gays, biEs, trans, intersexuéEs... sommes des travailleurs, des travailleuses, des précaires, des sans-emplois, et de ce fait, au même titre que les autres membres de notre classe, nous sommes victimes des attaques du gouvernement PS-Medef et des capitalistes... Avec quelques spécificités qu'il est nécessaire de rappeler.

Une dépendance à la famille renforcée

Les discriminations au travail nous touchent particulièrement, notamment les lesbiennes, les trans, les personnes « raciséEs » qui, de fait, sont victimes d'oppressions croisées. Mais en plus de ça, les politiques d'austérité pèsent particulièrement sur les LGBTI : qu'il s'agisse de la baisse du nombre de places d'accueil en foyer pour les LGBTI en rupture familiale, des coupes budgétaires dans la santé qui affectent les politiques de prévention et de soins du VIH/sida, ou encore du financement des associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie, la politique économique austéraitaire du gouvernement a un impact très concret sur nos vies. Les salaires de misère, le chômage, les coupes budgétaires et les privatisations menées par



les gouvernements capitalistes au service de la bourgeoisie, renforcent la dépendance à la famille qui, malheureusement on le sait, rejette encore trop nos orientations sexuelles et nos identités de genre. Quoi qu'on en dise, dans nos sociétés, et à cause du capitalisme, la famille est un bouclier contre l'austérité. Combien de retraitéEs vivent chez leurs enfants parce que leurs retraites de misère ne leur permettent pas de vivre décemment ? Combien de jeunes restent très tard chez leurs parents ? Combien de personnes se marient pour des raisons financières ? Et en parallèle, combien de jeunes LGBTI sont rejetés de chez elles, de chez eux ? De plus, on sait que dans ce système, toutes les familles ne se valent pas. Par exemple, les

couples de même genre se voient encore trop souvent refuser des logements.

Le secteur de la santé asphyxié

Face à toutes ces oppressions et face évidemment au silence de l'État, le travail associatif reste nécessaire et indispensable. Or, on sait que l'austérité touche toutes les associations. Un des cas les plus cruels reste celui des associations de prévention santé. Dans son avis sur le Plan national de lutte contre le VIH/sida rendu public le 24 janvier 2014, le Conseil national du sida (CNS) constate une baisse généralisée des financements : « En 2011, première année pleine de mise en œuvre du plan, les crédits d'intervention nationaux et régionaux accordés aux opérateurs associatifs par l'État ont baissé

de façon notable. L'absence de données comptables ne permet toutefois pas de quantifier dans quelle proportion. La baisse est liée aux réductions significatives des crédits des missions du budget général de l'État prévues dans le projet de loi de finances 2011. La baisse s'est poursuivie en 2012 et 2013. »

En 2014, c'est une baisse de 14 % du budget de prévention et de promotion de la santé, soit 20 millions d'euros en moins, et rien n'indique un changement. Au contraire, la situation dans les hôpitaux s'aggrave.

Les trans et intersexes subissent aussi les effets de l'austérité budgétaire, avec l'absence de réelles politiques sociales et de santé prenant en compte leurs besoins spécifiques. Ainsi, il faut se battre pour la formation des personnels en contact avec les personnes trans et intersexes.

C'est pourquoi, dans nos campagnes contre l'austérité, nous incluons un volet LGBTI avec les revendications suivantes, et menons une campagne spécifique : contre les coupes budgétaires dans le domaine de la santé ; pour des moyens pour les politiques de prévention et de soins du VIH/sida ; contre les discriminations des LGBTI dans le domaine de la santé (don du sang, soins funéraires...) ; pour des financements à la hauteur des besoins pour une vraie politique de lutte contre l'homophobie.

Tarik Safroui

MARCHES DES



Un rendez-vous pour la radi

LES PROCHAINES

PARIS	Marche de nuit le 26 juin
	Marche des fiertés le 27 juin
LE MANS	le 4 juillet

L'Éducation nationale, un champ de bataille pour les questions LGBTI

Que l'on soit personnel, parent ou grand-parent d'élève ou soi-même élève, la place et la représentation des questions LGBTI dans l'Éducation nationale ne peut pas nous laisser indifférentEs.

D'abord parce que les violences morales, physiques, et parfois même sexuelles, subies par les enfants et adolescentEs lesbiennes, gays, bisexuellEs, transgenres et intersexes, ne sont pas acceptables. Le terme « pédé » est l'insulte la plus répandue en cour de récréation, et les jeunes LGBTI ont un taux de suicide quatre fois supérieur à la moyenne. Que ce soit dans les contenus d'enseignement, dans les attitudes des personnels, dans le harcèlement des autres élèves, les enfants et adolescentEs LGBTI sont en permanence renvoyés à leur « anormalité » voire à leur « monstruosité »... Il ne s'agit pas de s'inscrire dans une démarche humanitaire afin de protéger des jeunes très minoritaires d'une oppression moralement injuste, mais de lutter concrètement, au quotidien et de façon rationnelle, contre une norme hétéropatriarcale qui assigne des genres et des orientations sexuelles et amoureuses,

brimant des désirs et des identités ; de lutter contre une répression qui s'abat sur touTEs les enfants, car bien peu en réalité sont celles et ceux qui se conforment idéalement à la norme. Une répression qui, au quotidien, légitime et légitimera les violences que subiront celles et ceux qui ne s'y plieront pas.

Les réacs décomplexés...

Encore aujourd'hui, les enfants sont présupposés cisgenres et hétérosexuellEs. Un paradoxe que Paul B. Preciado a dénoncé dans son article « Qui défend l'enfant queer ? ». C'est en partant de ce postulat que tant de parents, sous le joug de la propagande réactionnaire, s'inquiètent depuis des années de la « dénaturación » que pourrait provoquer chez leurs progénitures le fait de passer dans le cadre scolaire un dessin animé qui raconte une histoire d'amour entre deux poissons (!) mâles, la mise en place de dispositifs pédagogiques sur l'égalité filles-garçons, l'existence de livres sur

les familles homoparentales dans les bibliothèques scolaires, ou l'explication que le genre est un construit social. Cela renvoie bien sûr en creux au fait que les LGBTI ne seraient, elles et eux, pas « naturels », mais des « déviantEs ». Cette rhétorique naturaliste est évidemment largement portée par l'extrême droite. L'Éducation nationale a toujours été un champ de bataille idéologique. Mais depuis quelques années, et en particulier dans la foulée des Manifs pour tous, une offensive réactionnaire a pris pour thématique d'autoconstruction la question du genre et de l'orientation sexuelle. Décomplexés par la bienveillance médiatique et gouvernementale à leur égard, les mouvements autour de la Journée de retrait de l'école, des comités de vigilance anti-gender, ou la fédération autonome des parents courageux, soraliennes et catholiques intégristes, se sentent pousser des ailes, et prouvent bien que l'homophobie et la transphobie sont dans l'ADN de l'extrême droite.

Au cœur d'un projet d'émancipation

Alors, que faire ? Il est insuffisant de dénoncer ponctuellement la stigmatisation des LGBTI ou de porter un discours du droit à la différence. Il est temps d'assumer nos analyses et nos positions, dans et autour de l'école : il faut dire que l'homosexualité, la bisexualité, la transidentité, font partie de la nature, que leur proportion dans l'espèce humaine ne sera réellement connue que lorsque l'hétéro-patriarcat sera aboli ; que oui, le genre est une construction sociale, qu'il n'y a pas de nature ni d'essence féminine ou masculine, et que l'homophobie et la transphobie sont des outils du patriarcat. Il est temps, enfin, de cesser de considérer les luttes LGBTI comme des problématiques secondaires auxquelles nous nous consacrerons quand ce sera « la priorité dans la période », et de les considérer pour ce qu'elles sont : des conditions sine qua non de l'émancipation individuelle et collective.

Chloé Moindreau

C'

est la saison des marches des et juillet dans de nombreuses villes. L'égalité entre toutes les orientations sexuelles et les identités de genre, les marches sont l'occasion de crier gay, bi, trans ou intersexe, n'est

Une véritable bulle d'air alors que l'homophobie est toujours plus les LGBTI, les poussant par là même à la moyenne. Un rendez-vous indispensable alors que les réactionnaires, homophobes et sexistes de droite tentent de défilé en masse chaque fois qu'ils le peuvent. Malgré ses imperfections, malgré son côté « casse-pas à la hauteur, de l'Inter-LGBT, les Marches de la communauté et de ses soutiens. L'occasion de se saisir, pour lutter contre les coupes budgétaires et les LGBTI, et pour revendiquer : la PMA, le chapeau des personnes trans, et l'égalité réelle.

Marchons !
Jo de Mars

LES FIERTÉS 2015

**ez-vous
gauche
cale**

LES MARCHES

et	MARSEILLE	le 4 juillet
uin	MONTPELLIER	le 11 juillet
	NICE	le 18 juillet

fiertés. Comme chaque année, entre mai et juin, dans les villes du monde, on marche pour revendiquer nos droits sexuels et identités de genre. Ces marches se font haut et fort que « non ! », être lesbienne, être gay, ce n'est pas une honte.

La gauche s'ancre dans la société et étouffe le mouvement. Il est même à se suicider quatre fois plus que la droite. La parole homophobe se libère et que la gauche tout poil, s'organisent et ne se privent pas de leur liberté.

« commercial », malgré l'orientation politique, les marches restent le grand rendez-vous de l'année. Un rendez-vous important dont il est urgent de parler. Les militants qui touchent avant tout les femmes et les hommes. Le changement d'état civil libre et gratuit pour les

Les lesbiennes sont-elles en-dessous du niveau de la mère ?

Outre les associations spécialisées, les questions de filiation et d'assistance médicale à la procréation sont aujourd'hui majoritairement portées par les collectifs et associations lesbiens. Ce n'est pas un hasard ou le fruit d'un instinct quelconque : c'est la conséquence logique d'une promesse non tenue...

Cette promesse du candidat Hollande – ouvrir à tous les couples, donc aussi aux couples lesbiens, l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA), toujours réservée aux couples hétérosexuels –, on sait ce qu'il en est advenu. Mais les lesbiennes – et les bisexuelles – ne lâchent pas l'affaire. La mobilisation autour de la revendication de la PMA est d'ailleurs exemplaire, et devrait nous inspirer pour bien des campagnes, tant la stratégie s'est révélée efficace pour faire émerger jusque dans les JT de 20 heures une thématique jusqu'alors ignorée du grand public.

La PMA existe légalement pour les couples hétérosexuels. Des techniques déjà légales, comme le recours à des dons de gamètes d'autres personnes ou la fécondation in vitro qui accroît les chances de grossesse et évite d'avoir à subir des rapports sexuels hétéro non désirés, constitueraient une avancée considérable pour les femmes qui souhaitent avoir des enfants mais qui pour des raisons multiples, ne souhaitent pas le faire

avec un partenaire masculin. L'autonomisation des femmes dans leur fécondité (lesbiennes mais aussi célibataires) est semble-t-il un spectre terrifiant. Alors que les procédures comme le matériel génétique ne représentent ni un coût extrêmement élevé ni une menace de carence, comment comprendre l'acharnement des pouvoirs publics à refuser cette option ? En attendant, les femmes partent à l'étranger ou endurent des méthodes artisanales... Une situation inacceptable.

Projet parental... ou déterminisme génétique ?

N'ayant pas à passer par la procédure éthiquement problématique qu'est la gestation pour autrui (GPA), les femmes qui aiment les femmes sont également au premier rang de la confrontation avec l'État sur les questions de filiation. Aujourd'hui encore, l'adoption d'un enfant par son parent social est d'une lourdeur administrative, d'un arbitraire juridique et d'une inégalité de traitement avec les couples hétérosexuels, inadmissibles.



Il ne serait pourtant pas très difficile de mettre en place la reconnaissance prénatale pour les parents sociaux comme c'est déjà le cas pour l'homme supposé père. Et par ailleurs, comme en Argentine, il serait envisageable d'ouvrir la possibilité d'une parentalité multiple, pour les familles recomposées, les coparentalités... Mais cela supposerait d'ancrer la parentalité dans un projet parental, et non dans un déterminisme génétique.

Cela est à relier avec l'extrême difficulté pour les personnes identifiées comme homosexuelles – ou pire, transgenres – à être acceptées comme parents adoptifs potentiels. En couples ou célibataires, les discriminations sont toujours d'actualité. Et c'est bien un paradoxe que de refuser aux homosexuel·les les moyens médicaux de procréer, et dans le même temps de les éloigner de l'adoption. Quoique...

Chloé Moindreau

Au travail, certainEs moins égaux que les autres

L'homophobie et la transphobie entravent la liberté des personnes lesbiennes, gays, bi et transgenres, dans de nombreux aspects de leur vie. C'est une forme de censure, d'autant plus forte dans l'entreprise où les travailleurEs passent l'essentiel de leur temps, les 2/3 des personnes homosexuelles se cachent par peur des conséquences.

Selon une étude de la Halde en 2008, 85 % des salariés homos ont déjà ressenti un climat homophobe au travail, et 40 % en ont été directement victimes. Lors d'une enquête de l'Agence pour les droits fondamentaux de l'Union européenne en 2013, 20 % des LGBT français ont dit avoir été discriminés à l'embauche ou dans leur emploi, rien que durant l'année précédant leur réponse.

Des discriminations qui ne disent pas leur nom

Si les insultes sont les actes homophobes les plus courants, les cas de harcèlement et même de licenciement ne sont pas rares, et les discriminations prennent bien souvent des formes insidieuses et discrètes, par exemple pour l'octroi de congés ou d'avantages aux conjoints. L'homophobie vient parfois de la hiérarchie, mais hélas, souvent des collègues. Elle renforce les divisions, au seul bénéfice des patrons, dans un contexte où les conditions de travail de l'ensemble des salariés se dégradent.



L'article L.1132-1 du code du travail interdit dans l'entreprise les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, et l'article 6 de la « loi Le Pors » sur les droits et obligations des fonctionnaires étend la même protection à ces derniers. Mais l'homophobie est le plus souvent tue par ses victimes, et quand elle fait l'objet de plaintes, elle est rarement sanctionnée. Les patrons savent trouver des prétextes pour justifier des différences de traitement.

Ne pas rester les plus invisibles des invisibles

Cette situation dans le monde du travail a des conséquences en matière de chômage. Une étude, réalisée par Thierry Laurent et Ferhat Mihoubi à partir de données de l'Insee recueillies sur quatorze ans, montre qu'un travailleur homo de moins de 40 ans a deux fois plus de risques de connaître le chômage qu'un hétéro du même âge. « L'existence de pratiques

discriminatoires réparties de façon hétérogène dans le monde du travail induit un processus de recherche du « bon emploi » plus difficile et long chez les travailleurs gays que chez leurs homologues hétérosexuels », expliquent les économistes. Contraints à un turnover plus fréquent, les homosexuels se retrouvent plus souvent à Pôle emploi.

Des associations LGBT de divers secteurs professionnels sont réunies dans le collectif Homoboulot. Des syndicats, en particulier la CGT, ont une activité et des instances spécifiques de défense des droits des salariéEs LGBT. Mais le vécu de l'homophobie et de la transphobie dans les classes populaires demeure pour l'essentiel un « continent noir », une condition vécue souvent dans la solitude et l'anonymat. Il est nécessaire que les travailleurEs concernés s'organisent et s'expriment, pour ne pas rester les plus invisibles des invisibles, et pour que d'autres ne parlent pas à leur place. Aux préjugés et aux discriminations, nous opposons l'égalité et la solidarité des travailleurEs.

Gaël Klement

BURE (55)

Tous ensemble contre la décharge nucléaire

Dimanche 7 juin, près de 2000 personnes à Bure, au milieu de rien. Ça ne s'était pas vu depuis longtemps. Des militantEs certes, mais aussi un très grand nombre d'habitantEs qui venaient là pour la première fois...

Tous s'en sont donnés à cœur joie, à grands coups de cris et de chansons contre l'Andra et la poubelle nucléaire, le plus abominable des grands projets inutiles et dangereux jamais imaginé par les capitalistes : enfouir les déchets radioactifs pour des milliers d'années. Une bien belle journée avec des gens de tous horizons, des enfants aux retraités, des sans-emplois aux ouvrierEs, en passant par les paysanEs et leurs tracteurs, tous unis pour dire non à la folie du système.



Il en a fallu du temps pour prouver que ce projet d'enfouir les déchets radioactifs était insensé ; pour démontrer un à un les mensonges et les dissimulations de l'Andra et des pouvoirs publics ; pour comprendre qu'avoir

raison ne suffisait pas, pour comprendre que le bon sens et la morale n'avaient rien à faire dans le jeu des politiques et des industriels ; pour réaliser que la folie de Bure était liée à la folie du système capitaliste ; pour réaliser que le salut de notre terre reposait dans nos mains et non dans celles des maîtres que nous choisissons en allant voter bien sagement ; pour mûrir notre détermination et croire en nos chances de succès ; pour oser prendre nos affaires en main sans attendre que la bonne décision tombe d'en haut.

En août, il faut en être !

Mais ce 7 juin, nous avons senti que ce temps était venu et ce n'est qu'un début ! Il y aura d'abord le camp anticapitaliste et antiautoritaire qui se tiendra du 1^{er} au 10 août près de Bure. Des centaines et des centaines de personnes sont annoncées et vont s'y retrouver pour travailler, réfléchir, imaginer des stratégies de lutte et de réappropriation d'un secteur colonisé par les forces de l'argent. Déjà, les membres des associations les plus institutionnelles et ceux des plus radicales ont pris l'engagement réciproque de se respecter dans leurs modes d'action et de travailler à la complémentarité de leurs démarches. Puis des actions d'information et de découvertes seront poursuivies partout et essentiellement autour de Bure, avec des convois pédestres, à vélo ou motorisés, pour aller au-devant de la population et encourager à la révolte. Gageons que les réflexions et actions menées ne se limiteront pas au problème de Bure, qui bien que crucial et emblématique, n'est cependant qu'une des illustrations absurdes et révoltantes de l'ensemble d'un système à abattre : le capitalisme. Cet été, pour celles et ceux qui veulent changer le monde, c'est aussi à Bure que ça se passe !

Commission nationale écologie

<http://campvmc.noblogs.org>

BERRIEN (29)

Une école et une ville en lutte

Entretien. Nichée au cœur des monts d'Arrée (centre Bretagne), Berrien est une petite ville de 974 habitantEs au cœur de la bataille contre les fermetures de classe. Son maire **Paul Quémener** a bien voulu répondre à nos questions.

Peux-tu nous décrire les risques de suppression de classe et les conséquences pour Berrien ?

Les parents d'élèves et les éluEs de Berrien sont entrés en résistance fin mars quand l'Éducation nationale nous a envoyé un courriel pour nous prévenir de la suppression du quatrième poste de professeur des écoles sur notre commune. Les conséquences sont importantes et quelquefois insoupçonnées. L'Éducation nationale n'a qu'une approche comptable de la situation, et nous lui avons fait remarquer que 25 élèves par classe ne posent guère de problème à condition qu'il n'y ait qu'un seul niveau... Mais 25 élèves avec trois ou quatre niveaux, comme ce sera le cas chez nous à Berrien, c'est injuste, c'est tout simplement mettre en difficulté, voire en échec scolaire, nos enfants. Comment voulez-vous qu'un professeur avec 25 élèves, et probablement davantage, puisse accorder un peu de temps aux enfants les plus lents, ainsi qu'à ceux d'ailleurs travaillant plus rapidement ? C'est ça être équitable ?

La réponse de l'académie est simple : la distribution des postes d'enseignants dans les écoles est faite de façon équitable pour toutes les communes. Les représentants de l'Éducation nationale (dont l'Inspecteur d'académie) ont accepté de nous recevoir ces dernières semaines (je ne vous cache pas que nous avons bien souvent forcé les portes) et nous ont tous servi le même refrain depuis le début de nos actions. Nous sommes écoutés mais pas entendus, et ils ne font qu'appliquer avec zèle la politique gouvernementale.

L'Éducation nationale nous conseille fortement de mettre en place un rapprochement pédagogique avec d'autres communes. Cela consiste à répartir les différents niveaux maternels et primaires sur plusieurs villes. Nos enfants seraient obligés de prendre le car



Paul Quémener et Marie-Pierre Coant. DR

scolaire matin et soir (bien évidemment aux frais de la commune), et nous le savons bien, on commence par une classe, et quelques années plus tard une deuxième, et très rapidement la disparition de l'école devient inéluctable...

Par ailleurs la loi que va voter le gouvernement en juillet prochain sans aucune concertation avec les éluEs de base va aggraver les difficultés des petites et très petites communes en zone rurale. Notre commune doit continuer à vivre, et c'est pourquoi nous défendons avec autant d'acharnement notre école. Une majorité des éluEs et moi-même ne nous reconnaissons plus dans cette gauche au pouvoir aujourd'hui. Notre gauche, ce n'est pas celle qui ouvre un boulevard pour Marine Le Pen...

La mobilisation contre la fermeture est forte. Comment vous y prenez-vous pour vous battre contre les fermetures de classe ?

Dès le début, la mobilisation a été très importante, et les parents d'élèves de plusieurs communes

du canton et même du département se sont retrouvés à plusieurs reprises à Quimper, au rectorat, et à Carhaix, le chef-lieu de canton, pour manifester. Les premières semaines d'action, nous avons rencontré certains élus, et nous constatons aujourd'hui que toutes les communes ont pris acte de la décision du rectorat, sauf bien évidemment la commune de Berrien où parents d'élèves, enseignantEs et éluEs continuent le mouvement. Première ajointe et précédente maire de la commune, Marie-Pierre Coant a dit à plusieurs reprises « on se battra jusqu'au bout pour sauver notre classe ».

Les vacances scolaires approchent, il sera plus difficile de mobiliser les familles. Nous, éluEs, travaillons activement pour trouver des logements libres immédiatement, pour permettre à de nouvelles familles avec enfants de venir s'installer avant septembre prochain sur notre commune. Nous sommes sur la bonne voie, et nous espérons bien y parvenir : déjà deux familles, dont quatre enfants inscrits pour la rentrée prochaine. Encore un petit effort et nous pourrions récupérer notre quatrième poste.

Ne rien attendre du gouvernement, cela évite les déceptions et me semble une plus sage décision... Hélas !

Peux-tu expliquer la proposition de vente de terrain à 1 euro le m² ?

La commune de Berrien a aménagé un lotissement il y a maintenant un peu plus d'un an comportant dix terrains viabilisés restés sans acquéreur jusqu'à ces derniers jours. Le conseil municipal a décidé, le 19 mai dernier suite à la suppression d'une classe de notre école primaire, de vendre les terrains du lotissement 1 euro le m² pendant un an pour faciliter la venue de nouvelles familles avec enfants.

Nous avons fait appel à nos journaux régionaux pour informer le public. Dans l'un d'entre eux, nous nous sommes retrouvés en première page, et le jour même de la diffusion, nous avons reçu sur la commune plusieurs télévisions, radios et journaux. Cela a duré environ une semaine : génial pour notre commune et notre école ! Nous avons eu plus de 300 appels téléphoniques pour nos dix terrains : de la folie et beaucoup de travail pour nos secrétaires de mairie. Nous risquons de faire beaucoup de déçus, mais il nous faudra faire un choix. Le Podemos du centre Bretagne pour la défense de l'éducation nationale devra encore attendre un peu. Combien de temps je ne sais pas...

Propos recueillis par Matthieu Guillemot

TRAVAIL DOMINICAL

Mobilisation payante dans le commerce

À l'appel du CLIC-P, plus de 300 salariéEs du commerce ont manifesté le 3 juin dernier à Odéon alors que se tenait au Sénat la Commission mixte paritaire (CMP) consacrée à la loi Macron.

EmployéEs de la Fnac, de Gibert Joseph ou des grands magasins, ils ont crié leur détermination à ne pas voir leurs dimanches et leurs nuits remis en cause par l'avidité des patrons des grandes enseignes.

Le feu roulant de mobilisation entretenu depuis fin 2014 par l'intersyndicale du commerce parisien – CFDT, CGT, UNSA, SUD – porte ses fruits : non seulement la CMP a échoué mais le gouvernement a retiré l'amendement sénatorial autorisant les commerces de biens culturels à ouvrir chaque dimanche et est revenu sur



les dispositions relatives au travail dominical et nocturne durcies par la droite sénatoriale.

Relancer la mobilisation interprofessionnelle

Reste toujours le passage de 5 à 12 dimanches annuels d'ouverture, la création de zones touristiques internationales ouvertes

52 dimanches par an et jusqu'à minuit, la facilitation de l'ouverture dominicale des centres commerciaux, celle des grandes gares... En l'absence d'accord, le gouvernement a aussi aménagé le recours au référendum dans les entreprises de moins de 11 salariéEs dont on peut résumer la future question à « on ouvre le dimanche... ou bien on ferme tout court ? » Pire encore, le renouvellement du CDD sera autorisé non plus une mais deux fois, et un barème limitant l'indemnisation des licenciements abusifs est mis en place.

Le 16 juin, un second rassemblement était organisé à Saint-Michel, alors que le 49-3 était de nouveau utilisé par le gouvernement... L'unité des salariéEs du commerce et la réussite de leur lutte doit relancer des perspectives de mobilisations interprofessionnelles, repoussées pour le moment à octobre, pour gagner le retrait de cette loi régressive. Les manifestantEs ont décidé de l'organisation d'un pique-nique revendicatif le 28 juin, premier dimanche des soldes, place de l'Hôtel-de-Ville à Paris : soyons nombreux !

LD

FONCTIONNAIRES

Halte à l'arnaque de Lebranchu, le gel des salaires continue !

La semaine dernière, les journaux ont rivalisé sur le thème : le gouvernement revalorise les salaires des fonctionnaires, wahouuuuuu ! Et d'appuyer sur la rengaine des « privilégiés »...

Dans la fonction publique, les salaires sont définis d'après le point d'indice...

La vérité des prix

De 1995 à 2010, ce point d'indice a donc très très lentement évolué jusqu'à l'arrêt total de sa progression : il avait pris 13% d'augmentation depuis 1995 jusqu'à son gel en 2010. Dans le même temps, l'inflation a grimpé à plus de 35%. Autrement dit, en 20 ans, les

fonctionnaires auraient perdu 22% de leur pouvoir d'achat. Et cette tendance s'est évidemment accentuée ces dernières années. À partir de 2010, non seulement le point d'indice a été totalement gelé mais en plus, la réforme des retraites a eu pour conséquence l'augmentation de la retenue pour les pensions et les complémentaires. Depuis 2010, ces charmantes mesures salariales, entamées par la droite et poursuivies par la gauche, auraient permis

LA POSTE Des grèves et encore des grèves

La deuxième quinzaine du mois de juin s'avère particulièrement riche en grèves à La Poste. En 10 jours, des conflits se sont déclenchés dans les Bouches-du-Rhône, en Vendée, dans le Rhône, à Paris, à Nancy, en Haute-Normandie, en Drôme et en Ardèche... la liste n'est pas exhaustive. C'est très loin d'être la première fois que plusieurs conflits ont lieu au même moment. Cependant, les luttes menées par les postiers laissent entrevoir de nouvelles possibilités.

A force de délocaliser des centres postaux et d'en fermer d'autres pour concentrer les postiers dans de plus grosses unités, La Poste a fini par pousser les salariéEs à commencer à faire grève dans plusieurs centres à la fois. Un exemple parmi d'autres : un préavis de grève illimité a été déposé sur 3 bureaux de Toulouse faisant partie du même établissement (Toulouse Sud) à partir du 25 juin.

Cette tendance naissante au regroupement des bureaux n'est cependant pas seulement le produit des restructurations patronales. Des tentatives conscientes de regroupement des luttes sont menées, comme par exemple dans les guichets de Paris 18^e, où Olivier Besancenot et ses collègues du bureau Paris Bichat ont sillonné tous les bureaux de l'arrondissement fin mai et début juin avant de déposer un préavis de grève, ce qui a permis la semaine dernière de regrouper sur plusieurs jours jusqu'à une quarantaine de salariéEs (y compris des conseillerEs bancaires) en grève et en AG, dans des milieux de travail très atomisés. Même si la direction n'a pas cédé sur les principales revendications, les grévistes des différents établissements étaient très contents de tisser des liens et l'expérience accumulée est précieuse pour l'avenir¹.

Une tentative similaire est en train d'être menée dans la région de Marseille, où Sud PTT 13 a pris l'initiative de multiples préavis de grève : la semaine dernière, Marseille 13, Marseille 15 et Allauch ont fait 2 jours de grève au même moment, puis dans la foulée Martigues-Port de Bouc, avant de passer le relais cette semaine à Aix, Rognac, Velaux, Marseille-Les Docks, avec des préavis également déposés à Marseille 4 et 14... Résultat : La Poste a signé un protocole de fin de conflit à Martigues-Port-de-Bouc dès le deuxième jour de grève.

Quelques victoires

Cet exemple de victoire rapide n'est pas le seul : les bureaux de Challans, Aizenay, Saint-Gilles et Noirmoutier ont également fait grève la semaine dernière au même moment, là encore sous l'impulsion de Sud PTT. La direction a cédé sur Aizenay (où le taux de grève était très fort) dès le deuxième jour de grève. À Dardilly (69), le dépôt d'un préavis de grève a suffi pour que la direction maintienne le régime de travail des facteurs...

Cela ne signifie pas que La Poste cède partout, ni même qu'elle ait renoncé à la méthode du pourrissement des conflits : à Nancy-Lobau par exemple, les facteurs sont en grève depuis le 16 juin (une centaine sur le piquet de grève) et la direction refuse toujours de négocier. 2014 avait été marqué à la Poste par des conflits de plusieurs mois dans le 92, le 91, à Paris 15, Aubigny ou Ajaccio, où les postiers en lutte avaient fait preuve d'une détermination impressionnante



À Challans, c'est aussi la grève... DR

face à une direction qui ne lâchait rien, et avaient su se soutenir les uns les autres. La grève régionale de Basse-Normandie de fin février 2015, qui avait fait reculer la

direction sur plusieurs dizaines de sites concernant l'instauration d'horaires mixtes, fait encore figure d'exception au milieu d'une longue histoire de conflits nombreux mais dispersés. Mais on assiste peut-être à un début d'évolution dans les conflits sociaux à La Poste, avec une direction qui se voit obligée de lâcher prise de façon ciblée face à des conflits plus nombreux et un peu moins dispersés qu'auparavant.

Correspondant

1- Voir article sur le site du NPA:

<http://www.npa2009.org/actualite/>

mobilisation-inedite-dans-les-bureaux-de-poste-de-paris-18eme

USINE DES 1000 VACHES

La désobéissance civile face à la justice!

Jeudi 17 juin, nous étions 3 000 à Amiens (80) pour soutenir en appel les 9 inculpéEs de la Confédération paysanne condamnés en première instance pour s'être opposés à l'usine des 1000 vaches.

Le 28 octobre, il n'avait pas fallu une heure aux juges (moins de 7 minutes par prévenu) pour les condamner à des peines allant de simples amendes (pour refus de prélèvement d'ADN) à de la prison avec sursis. Le porte-parole de la Conf^e, Laurent Pinatel, écopait de la peine la plus lourde : 5 mois avec sursis et 300 euros d'amende.

Jeudi dernier, nous voulions donc réaffirmer notre solidarité avec leur geste syndical à visage découvert, acte de résistance, rempart contre le rouleau compresseur de l'agriculture industrielle. Pendant plus de 10 heures, sur la scène dressée devant le tribunal se sont succédé témoignages de solidarité, artistes, chorales, etc.

Le profit ou la terre ?

Le moment marquant fut l'intervention de l'unique témoin cité par la défense, Olivier de Schutter, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation



À Amiens, pour la relaxe des 9! DR

jusqu'en 2014 du Conseil des droits de l'homme à l'ONU. Il a dénoncé cette agriculture industrielle soumise aux logiques financières et économiques qui, depuis 50 ans, détruit nos campagnes, nos emplois, notre santé, notre alimentation et notre environnement. Les paysans d'ici et d'ailleurs ont besoin de résister à ce modèle d'agriculture à bout de souffle « tel un athlète dopé qui a multiplié les performances », voué à l'échec par sa dépendance aux énergies fossiles et son impact sur la crise climatique.

Nous étions là des milliers pour défendre une agriculture paysanne qui n'est pas une agriculture du passé mais une nécessité qui place la vie et la terre au dessus du profit. « Légitim' était votre colère. Le refus était un grand devoir » dit la chanson *Gloire au 17^e* écrite en 1907 en l'honneur des soldats du 17^e qui refusèrent de tirer sur des vigneron en révolte.

Le jugement est attendu pour le 16 septembre. Relaxe pour les 9 de la Conf^e!

Commission nationale écologie

RENAULT TRUCKS « Ce nouveau PSE, un plan boursier avec pour objectif de faire monter le prix de l'action »

Entretien. 591 licenciements dans des établissements employant 5 400 salariéEs à côté de Lyon ! Cet énième plan fait déborder le vase et un millier de salariéEs sont descendus dans la rue à deux reprises. Représentant de la CGT UGICT (cadres et techniciens) au CCE (comité central d'entreprise), **Nicolas Faivre d'Arcier** répond à nos questions.



Cadres ou ouvriers tous mobilisés! DR

Qu'est-ce qui a déclenché la mobilisation ?

En 2014, la direction avait déjà viré 508 CDI et quelque 800 intérimaires et consultants au niveau du groupe en France, cela sur la base d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (sic). Mais elle n'a

rien sauvegardé du tout puisqu'elle remet cela en 2015 ! Cette année, c'est principalement la division commerciale qui est impactée : des services entiers sont arrêtés, d'autres aux deux tiers. Avec les critères d'ordre des licenciements (qui sont censés protéger les plus fragiles socialement), n'importe qui peut se retrouver dehors, alors que la plupart des cadres se croyaient intouchables. Ceux qui criaient devant la préfecture « *Volvo voyous!* » descendaient dans la rue pour la première fois ! Tous ont une grosse appréhension sur le devenir de l'entreprise.

Le gouvernement s'est offusqué de ce plan...

Oui. Mais ne soyons pas crédules, car il continue de récompenser la direction : d'après l'expert au CCE, Renault Trucks a bénéficié de dizaines de millions d'euros de cadeaux : 11,3 millions d'euros de CICE et 14,8 millions d'euros de Crédit impôt recherche en 2014, ainsi que des aides de la région dans le cadre des pôles de compétitivité, du Fonds unique interministériel, du Fonds européen de développement régional, etc. Cela alors que ce groupe mondial déclare près d'un milliard de bénéfices chaque année (dont 88% sont versés aux actionnaires) ! Ce nouveau PSE apparaît pour tous comme un plan boursier, avec pour objectif de faire monter le prix de l'action.

Comment s'organise la lutte ?

La CGT privilégie l'intersyndicale car la CGC est majoritaire. On a réussi à tirer les autres organisations syndicales sur le refus du plan, alors qu'elles étaient prêtes au début à le négocier. Pour les salariéEs qui considèrent qu'on n'en fait pas assez, la CGT organise d'autres actions (pose de banderoles, interpellation des élus, etc.) et on a proposé un comité d'action. À la CGT, on est convaincu que seule la mobilisation des salariéEs nous permettra de gagner et de stopper le plan. C'est pas gagné car la direction utilise la classique recette de la division entre les catégories : les ouvriers, non touchés par ce plan, ne se sentent pas concernés et ne participent pas aux mobilisations...

Propos recueillis par des correspondantEs

une économie de 7 milliards d'euros. Et soit dit en passant, la contribution des fonctionnaires à l'effort national ne s'arrête pas là : les 80 000 postes d'enseignants supprimés sous Sarkozy n'ont toujours pas été restitués, la SNCF prévoit déjà la suppression de 13 000 postes en 5 ans, et 3500 postes ont été supprimés à l'AP-HP entre 2010 et 2014.

Ne nous y trompons pas : saboter les conditions de travail des agents de la fonction publique (gel des salaires, compression des effectifs, locaux souvent à refaire), c'est mettre en péril l'ensemble de la qualité du service rendu aux enfants, aux usagerEs, aux patientEs... C'est donc l'ensemble des salariéEs qui trinquent quand les services publics sont esquinés.

Quelle revalorisation ?

Alors que propose Maryse Lebranchu ? Rien d'autre qu'une légère remise à niveau pour

faire croire qu'elle est encore de gauche ! Il faut dire que la grogne s'est fait entendre plus d'une fois cette année du côté des enseignantEs, des hospitalierEs ou encore des cheminotEs. De plus, on est arrivé à une situation telle que le bas de la grille en catégorie C et B a basculé à plusieurs reprises sous le seuil du SMIC. Et si l'on ne fait rien, ce sera le cas dans deux ans de la catégorie A...

La ministre, reconnaissant les efforts consentis par les fonctionnaires, nous a donc fait le coup du cadeau de remerciement. Vu les milliards accumulés, c'est bien le minimum... Mais on a surtout envie de lui dire que ses queues de cerise en guise de revalorisation, elle peut se les garder ! 30 à 70 euros brut d'augmentation étalée jusqu'en 2020 avec, comme par hasard, un premier « coup de pouce » en 2017, année des élections présidentielles ! Et ces 70 euros sont bien évidemment pour les

derniers échelons de la grille indiciaires, c'est-à-dire ceux que les fonctionnaires auront de moins en moins la possibilité d'atteindre tant le rythme d'avancement est ralenti. De plus, il faut avoir en tête que les fonctionnaires doivent désormais cotiser à 42 ans. Comment imaginer un enseignantE à 67 ans face à des enfants de 4 ans, sans Atsem qui, faute de moyens, se concentrent chez les petits ? Ou encore, comment parier sur la vigilance d'un infirmierE de 65 ans qui, de plus, aura vu ses RTT grignotées, et le nombre de patientEs à soigner augmenter ? Dit autrement, les 70 euros brut, peu en verront la couleur !

Pour une augmentation générale des salaires !

Aujourd'hui, ce qu'il nous faut, c'est une augmentation générale des salaires correspondant à 300 euros net par mois

dans tous les secteurs, et un Smic à 1700 euros net.

Seule la mobilisation de tous les salariéEs, du public comme du privé, nous permettra de gagner. En nous appuyant

sur les grèves de cette année, réunissons nos forces et préparons-leur une rentrée sociale combative. Tous ensemble pour enfin construire une riposte commune.

Denise Sarraute



7^e université d'été du NPA

du DIMANCHE 23 AOÛT au MERCREDI 26 AOÛT



Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan

Accueil à partir du samedi 22 après-midi, départ le jeudi 27 après le petit déjeuner

Plus de précisions, rubrique sur le site du NPA: npa2009.org ou écrivez-nous: universite.eta@npa2009.org

NPA
NPA2009
ANTICAPITALISTE

Inscriptions en ligne sur le site du NPA

Comme elle, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**, **ABONNEZ-VOUS!**



Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12



Les comités en action!

Paris 10^e Café-débat sur la révolution sankariste. Jeudi 18 juin, une vingtaine de personnes, dont 8 militantEs NPA, ont participé au café-débat mensuel du comité NPA du 10^e. Celui-ci a porté sur l'héritage anti-impérialiste de Thomas Sankara, en présence de son biographe Bruno Jaffré qui a présenté un topo avant que l'on ouvre le débat. Pour nous, il s'agissait d'interroger une expérience – la révolution burkinabé de 1983 – durant laquelle la persistance des structures coloniales de domination fut mise en question concrètement et où s'engagea un processus de transformation profonde de la société. En particulier, Sankara analysa très précisément la manière dont la dette constitue une arme néocoloniale de domination, et montra à quel point la rupture avec l'impérialisme supposait de refuser de payer les dettes contractées auprès des puissances et capitaux impérialistes.

C'est notamment cet aspect qui avait retenu notre attention, dans le contexte que nous vivons où les peuples des pays périphériques d'Europe – notamment Grèce et Portugal – se voient imposer d'énormes régressions sociales au nom du remboursement d'une dette illégitime.

Nîmes (30) Réunion publique avec Philippe Poutou. Jeudi 18 juin, Philippe a passé la journée avec le NPA 30. Nous avons pu participer à la lutte du personnel de l'hôpital psychiatrique du Mas



Careiron à Uzès où les agentEs sont en lutte depuis près de 11 mois contre un plan d'économie qui met à mal leurs conditions de travail déjà difficiles et le service public.

Le soir, la réunion publique a réuni entre 40 et 50 personnes, militantEs,

sympathisantEs et nouveaux venuEs. Axée sur le climat de répression actuel, la réunion a été introduite par des militantEs syndicalistes qui ont rendu compte des luttes récentes sur leur lieu de travail: grève des chauffeurs de bus de la compagnie Transdev, répression syndicale dans l'usine Haribo, lutte contre la fermeture d'une école à Uzès...

Philippe a ensuite fait un petit topo plus général en présentant nos perspectives, et le débat a été rapidement lancé: quelle gauche aujourd'hui? Partage des richesses ou de la misère? Réduction du temps de travail? Après 2h30 d'échanges fraternels, cette réunion offre une nouvelle dynamique pour les camarades du Gard.

92 Nord Une fête anticapitaliste sur les terres de Balkany. Cette année, la fédération du NPA 92 Nord a décidé de ne laisser aucune zone libre à la droite et aux capitalistes. C'est donc à Levallois que s'est déroulée la fête annuelle du NPA 92 Nord, la ville où Balkany croit régner en seigneur sur ses terres.

Vendredi 19 juin, près d'une centaine de personnes sont venues partager un repas convivial ou un verre avec des camarades, des frères de luttes ou des amis. Nous avons ouvert le bal par un meeting où nous avons décidé de laisser largement la parole à des jeunes et des salariés qui ne sont pas membres du NPA mais avec qui nous avons mené des combats communs cette année: 3 salariés de Carrefour Market, un salarié licencié de l'entreprise de bâtiment Colas située à Gennevilliers, un étudiant de l'Institut de formation des travailleurs sociaux de Montrouge, une militante syndicaliste à la Poste touchée par la répression ainsi que des enseignants qui s'étaient mobilisés contre la sortie de leurs établissements de l'éducation prioritaire sont venus relater leur lutte et tenter d'en tirer des leçons pour la suite.

Lutte ouvrière, la section du PCF d'Asnières, ainsi que l'AFPS avaient répondu présents à l'invitation que nous avions lancée à plusieurs partis politiques et associations qui militent dans le département des Hauts-de-Seine.

Avant les congés de l'été, militants et sympathisants du NPA ont rechargé leurs batteries avec ce moment convivial, et nous en ressortons d'autant plus déterminés pour continuer notre combat pour renverser le capitalisme. Balkany et ses amis n'ont qu'à bien se tenir...

Talence (33) «Podemos modèle et/ou expérience?»



C'est avec ce titre que le comité NPA de Talence avait décidé d'organiser vendredi 19 juin une réunion débat en présence de Miguel Segui cofondateur de Podemos Paris. Malgré une période peu favorable liée aux vacances universitaires dans une ville étudiante, le succès fut au rendez-vous. 40 personnes dont un tiers de non militants se sont déplacés pour ce débat. Pierre a introduit donnant les raisons pour lesquelles le comité local a organisé cette initiative: politiques austéritaires, montée du racisme et de l'extrême droite, mouvement social

atone, et manque de perspectives politiques. Dans ce paysage, en quoi l'expérience de Podemos peut-elle être utile?

Miguel a ensuite retracé l'émergence de Podemos, du 15 M à aujourd'hui, sans rien cacher des difficultés liées à sa progression fulgurante. Il nous a expliqué en quoi la pression populaire était importante et empêchait certaines dérives, et a raconté avec beaucoup d'humour les attaques subies de la part des partis institutionnel (PSOE/PP) paniqués face à l'émergence de cette dynamique qui a permis de placer les questions sociales et démocratiques au cœur de la vie politique de l'État espagnol. Il nous a aussi parlé des difficultés à venir liées à l'exercice du pouvoir (15 grandes villes sont maintenant gérées par des maires élus avec le soutien de Podemos, dont Cadix par notre camarade José María Gonzalez). Un débat s'en est suivi, l'occasion pour Miguel de parler de l'élargissement de Podemos avec les CUP (Candidatures d'unité populaire) lors des municipales, et d'insister sur l'évolution permanente de ce parti, de sa direction, de son programme, etc. Il a aussi répondu aux inquiétudes de voir ce parti se corrompre avec le PSOE notamment. La discussion s'est poursuivie autour d'une sangria bien fraîche. Une initiative qui en appelle d'autres, et déjà l'idée d'une réunion sur la situation en Grèce et en Espagne est en discussion. Seule ombre au tableau, l'absence des organisations invitées (PG, PCF, Ensemble) avec qui le NPA a des liens particuliers depuis les campagnes électorales communes, mais qui n'ont pas daigné se déplacer...

Saint-Denis (93) Quatrième rencontre du NPA. Samedi 20 juin, dans une école, débats et festivités! Environ 80 personnes ont participé à cette soirée (dont des camarades d'Ensemble ou de l'AL, de nos réseaux d'intervention, syndicalistes...).



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Premières interventions sur les luttes locales: celle contre le déconventionnement du logement social un temps évoqué par le bailleur, puis «abandonné» après mobilisation d'un collectif de locataires, puis plus généralement les expulsions de familles mettant des enfants à la rue; la mobilisation contre le «Central Park à la Coumeuve», projet de construction de milliers de logements dans un «coin» de verdure au milieu du béton, écologiquement néfaste, mais économiquement bien rentable pour les capitalistes. Tout ceci rentre dans une logique de gentrification et de mise en place du «Grand Paris». La situation de l'hôpital et la lutte contre «l'hôstérite dans la santé», la grève à l'hôpital Delafontaine, ont été introduites par un syndicaliste de SUD. Une enseignante et une parente d'élève ont raconté leurs mobilisations communes pour la défense de l'école particulièrement maltraitée dans le 93 (manque criant de moyens et de personnel). Enfin notre camarade Olivier Besancenot a conclu par une intervention montrant le lien entre les politiques d'austérité du gouvernement, la «chasse aux migrants» et la nécessité de

s'organiser politiquement face à ces attaques, notamment pour construire une solidarité internationale en particulier avec le peuple grec. Après le temps du débat, place aux festivités: Le BBQBB (Barbecue Brass Band) a joyeusement accompagné de son esprit «jazzy», et jusqu'à la fin de soirée, les grillades et différents plats confectionnés par les camarades du comité. Promis, l'année prochaine on remet ça!

Toulouse (31) Solidaire et pour l'égalité! Samedi

20 juin, grosse journée d'action et de mobilisation pour Toulouse. La matinée a commencé par deux actions unitaires initiées par le Droit au logement, soutenues par Solidaires, les Intermittents, Attac, le PG et le NPA. Placées sous le signe du combat contre l'austérité, en solidarité avec les peuples grec et espagnol, et pour le logement, la première action dénonçait l'installation d'un dispositif anti-SDF sur un banc accolé à une banque. Par la suite, le groupe d'une cinquantaine de personnes s'est dirigé dans l'hypercentre toulousain pour démanteler une banque. «Aujourd'hui le mobilier, demain les banquiers!», «de Toulouse à Athènes, contre l'austérité!», tels étaient les mots d'ordre de ces actions.



DR

La Société Générale est responsable, avec d'autres banques, de la casse des livres A finançant le logement social. Après ces deux actions réussies, pour la journée internationale de soutien aux grecs, un rassemblement unitaire a pris place en centre-ville à l'appel d'un collectif nouvellement constitué. Regroupant plus d'une centaine de personnes, la troïka a été dénoncée et plusieurs intervenantEs ont décrit la situation en Grèce et la nécessaire extension de notre solidarité!

L'après-midi était marquée par la marche des fiertés annuelle. Regroupant 35000 personnes, le collectif organisateur revendique la PMA et l'égalité réelle dans un contexte où la LGBTIphobie s'accroît. La grande participation à cette marche est positive, malgré des mots d'ordres sur la prostitution avec lesquels le NPA est en désaccord, et une marchandisation toujours aussi présente d'une marche à l'origine éminemment politique. Enfin, le soir en plein festival du Rio Loco, nous avons profité de l'affluence pour mener une action originale de solidarité avec les migrantEs. Postés sur leur bateau, une femme politique française, un général et un banquier regardent mourir, avec cynisme en



DR

buvant du champagne, les migrantEs essayant de rejoindre désespérément les côtes européennes. Dans une situation où la solidarité avec les migrantEs est plus que jamais nécessaire, à Paris, à Toulouse et dans toute l'Europe, cette action a permis d'engager des discussions et a intéressé de nombreuses personnes scandalisées par les politiques répressives de la France et de l'Union européenne!

Les Nôtres

François Vercammen

Âgé de 69 ans, François était né dans une famille de dockers anversois. Il va rejoindre très vite la section belge de la IV^e Internationale et se spécialisera dans l'étude du syndicat FGTB qu'il qualifiera de «réformisme oppositionnel». Par la suite, il deviendra un des principaux dirigeants de la IV^e Internationale. Pendant des années, et grâce à sa connaissance de plusieurs langues, il a suivi régulièrement les activités de ses différentes sections, notamment de la LCR française. Pendant ses dernières années actives, il jettera toutes ses forces dans la construction d'une Gauche anticapitaliste européenne (la GACE), en nouant une série de liens, notamment avec le PRC italien, le SSP écossais, l'Alliance rouge et verte du Danemark ou le Bloc de gauche au Portugal. Avec

Notre camarade belge François Vercammen vient de mourir après une longue maladie. Il était mon camarade, mon complice, mon ami...



DR

Pierre Rousset, il a contribué à mettre sur pied l'Institut de recherche et de formation à Amsterdam. Fidèle compagnon de notre camarade Ernest Mandel, économiste belge mondialement reconnu, François a été un des organisateurs d'un colloque lui rendant hommage en 2005 dix ans après sa disparition. Il a suivi avec attention les débats dans la LCR jusqu'à

la création du NPA, et beaucoup se souviennent de ses capacités d'écoute, de sa gentillesse et de sa simplicité. Grandement ouvert à toutes les évolutions et aux débats, il n'en gardait pas moins toute la rigueur indispensable aux combats révolutionnaires.

Il était connu pour ses rires, sa joie de vivre et de militer, quand il y a quelques années, il fut atteint d'une attaque au cerveau qui allait rapidement le couper du monde. Sa disparition représente une perte pour toute une génération de révolutionnaires, membres ou non de la IV^e Internationale. Une cérémonie d'hommage aura lieu le vendredi 3 juillet à Bruxelles. **Alain Krivine**

Théâtre

Pièce d'actualité n°3 : 81 avenue Victor Hugo

Il s'est passé une chose ordinaire à Aubervilliers. Suite à l'expulsion de deux squats sur la ville et à un incendie dans un immeuble en réfection qui a entraîné la mort d'un de ses habitants, après un campement très dur sur une petite place de la ville pendant 4 mois, l'ensemble des expulsés a investi l'ancien local de l'agence de Pole emploi situé au 81 avenue Victor-Hugo...

La mobilisation, le soutien local du comité de vigilance, du DAL, des syndicats, ont permis un répit significatif. La justice a accepté de donner un délai aux occupants de l'agence, au moins jusqu'en 2016. Et c'est là que l'extraordinaire se produit. La totalité des habitants-occupants du 81 Victor-Hugo sont des sans-papiers. Comme il y avait du temps du fait des délais accordés par la justice, Marie-José Malis, la directrice du Théâtre de la Commune à Aubervilliers et Olivier Coulon-Jablunka, metteur en scène, ont décidé de travailler avec eux, et leur ont proposé la *Pièce d'actualité n°3*. Après de longues discussions, des échanges, pour dissiper les craintes, les a priori, ceux-ci ont accepté, et 8 d'entre eux, au nom du collectif, se sont engagés. Recueil de témoignages, écriture des textes, scénario et mise en scène, tout cela a abouti à un spectacle d'une rare intensité. Celui-ci a été présenté du 5 au 16 mai au Théâtre de la Commune sous le titre *81 avenue Victor-Hugo*. Les 8 hommes nous emmènent, frontalement, avec eux sur leur chemin,



depuis Abidjan, Ouagadougou ou Dhaka. Avec intensité, émotion, avec humour, ils déroulent leur parcours, leurs difficultés pour surmonter les obstacles, les frontières qui ne sont pas seulement naturelles. La mise en scène transforme ces sans-papiers qui deviennent alors, sur scène, les acteurs de leur vie, changeant de statut et modifiant le regard qu'on porte sur eux. Elle transforme aussi les spectateurs en acteurs, particulièrement quand les

8 font face au public, séparés de lui par la fosse d'orchestre qui pourrait être la Méditerranée. Après leurs mots, les silences pèsent lourd, interpellent les spectateurs qui ressortent troublés de cette aventure.

L'extraordinaire se poursuit... Rapidement le bouche à oreille a fonctionné. Et un public nombreux est venu assister aux représentations qui se sont déroulées en mai. De nombreux articles sont

parus dans la presse. L'actualité des migrants en Méditerranée, à Vintimille, à La Chapelle, à Calais, est entrée en résonance avec la parole d'Adama Bamba, Moustapha Cissé, Ibrahim Diallo, Mamadou Diomandé, Inza Koné, Souleyman S, Méité Soualiho et Mohammed Zia, les acteurs de ce spectacle. La pièce sera présentée dans le « In » à Avignon¹, et sera reprise en octobre au Théâtre de la Commune à Aubervilliers. L'extraordinaire enfin. Devant son succès, devant la pression médiatique, la préfecture de la Seine-Saint-Denis n'a pu rester en dehors de ce scénario. Le préfet à l'égalité des chances du 93 a vu la pièce. Des négociations ont eu lieu directement avec les habitants du 81 avenue Victor-Hugo et engagement a été pris d'une régularisation par vague de l'ensemble des occupants du lieu... Évidemment l'exception n'est pas la règle, mais ne ratez pas la pièce quand elle sera à votre portée, elle parle du genre humain.

JMB
1 - Les 23, 24 et 25 juillet à 15h au gymnase du lycée Saint-Joseph.

Enfants

La guerre, la paix, le racisme...

Joséphine, Patricia Hruby Powell, illustré par Christian Robinson, Rue du Monde, 2015, 19,50 euros et *Hiroshima, deux cerisiers et un poisson-lune*, Alain Serres, illustré par Zaü, Rue du Monde, 2005, 14,50 euros

Une américaine, noire, star de la scène en France durant tout le milieu du 20^e siècle, résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, mère de 12 enfants adoptés de toutes origines et couleurs... Une sacrée bonne femme, qui valait bien un livre, à lire pour mieux comprendre la ségrégation... et mieux lutter contre elle. À partir de 8 ans. 1945, Hiroshima ! Soixante-dix ans plus tard, nos enfants ont peut-être l'impression que tout ça est banal : ils savent que nous avons de l'électricité nucléaire, quelle différence ? Avec la petite Japonaise Yoko et à travers la mémoire perturbée de sa vieille tante Tsukiyo qui a survécu à la tragédie, ils seront émus et comprendront mieux pourquoi nous nous battons contre le nucléaire sous toutes ses formes, et contre la guerre. À partir de 8 ans. Comme tous les livres de Rue du Monde, en plus ces deux ouvrages sont magnifiquement illustrés. **Catherine Segala**



Cinéma

Qui contrôle et qui censure ?

Le cinéma est le seul moyen de communication des idées encore soumis au contrôle préalable de l'État qui délivre un visa d'exploitation, en dérogation au droit commun de la liberté d'expression. Il est évident qu'en matière de pornographie et de violence, l'imagination des producteurs cinématographiques est grande, et il est difficile de dire où commence l'atteinte à la dignité humaine, les critères étant hautement subjectifs. Une association d'extrême droite, elle aussi hautement subjective, l'association Promouvoir, qui se targue de militer pour « la dignité de l'homme, de la femme et de l'enfant » en défendant ce qu'elle nomme les valeurs judéo-chrétiennes, a bien vu la faille et s'emploie depuis plusieurs années à faire reclasser les films, obtenant du Conseil d'État qu'il annule les visas d'exploitation aux moins de 16 ans pour obtenir une interdiction ou un classement en film à caractère pornographique ou incitant à la violence... Promouvoir a quelques victoires à son actif : *Baise-moi* en 2000, *Antéchrist*, *Nymphomaniac* en 2014. En mai 2015, Promouvoir vient d'obtenir l'annulation du visa d'exploitation de *Saw 3D*, film gore reclassé en interdit aux moins de 18 ans (alors qu'il est sorti en salle il y a 5 ans !). L'observatoire de la liberté de création de la LDH s'insurge de cette victoire des intégristes. Nous aussi ! Non seulement la loi ne prévoit pas de critères de classement, mais la profession cinématographique, tout comme le ministère de la Culture, ne dispose d'aucun moyen juridique pour combattre l'arbitraire du Conseil d'État, sa faiblesse, sa dérive moralisante et la montée visible d'une nouvelle censure sous influence... Il est aussi temps de s'interroger sur les raisons pour lesquelles un certain cinéma, quand il ne produit pas des blockbusters affligeants, ne cesse de repousser les limites de la violence exhibée, au moment même où nombre de festivals de cinéma vont disparaître faute de budget. **Catherine Segala**

Essai

La troisième équipe. Souvenirs de l'affaire Greenpeace, Edwy Plenel

Éditions Don Quichotte, 2015, 14 euros

Le dernier livre d'Edwy Plenel revient sur l'affaire qui avait rendu célèbre ce jeune journaliste du Monde, tout droit venu de Rougé... Le crime d'État du 10 juillet 85 dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande : le sabotage à l'aide d'explosifs du « Rainbow Warrior », le bateau de Greenpeace, par les services secrets français, sabotage qui avait fait un mort.

Ce livre se déguste rapidement. Il est bourré de mécanismes et de subtilités, à la fois de l'auteur, qui ne lésine pas sur les références, mais aussi sur celles, crapuleuses, de l'État profond, des services secrets, des chefs des armées... et de l'État médiatique, Mitterrand et son ministre de la Défense, Charles Hernu... L'actuel président de Mediapart convoque alors Péguy pour nous faire part de son état d'esprit. Ce qu'il veut nous dire, c'est que rien ne peut arrêter la vérité, même pas « la raison d'État ». Comme Péguy, Plenel ne veut pas rendre les innocents coupables. En son temps, Dreyfus fut victime d'une République qu'il ne fallait pas affaiblir devant le mensonge, alors qu'elle ser(t)vait de maquillage au pouvoir bourgeois, à ses affaires menant aux pires crimes. Si la République sociale peut encore être un idéal, le départ pour l'An I, alors ses meilleurs défenseurs seront les subversifs, celles et ceux qui



pensent, comme Lénine, que « seule la vérité est révolutionnaire ».

La raison d'État... Comment ce livre peut-il être utile de nos jours ? D'abord, sur l'inféodation

totale du PS au présidentialisme, aux pires travers de ce système « démocratique » malade, vestige mort-vivant de la monarchie, et de la mutation quasi-complète du PS au capitalisme. L'exercice de l'État n'y est sans doute pas pour rien. C'est ce que Plenel dit d'ailleurs, en comparant le crime de 85 à l'assassinat de Rémi Fraisse, tué à Sivens par les forces de l'ordre. C'est le second point passionnant du bouquin, qui montre la paralysie de l'esprit des socialistes au pouvoir face à des jeunes qui luttent, parce qu'ils sont peu écologiste, mais aussi parce que la raison d'État passe avant tout. Or, sous un système capitaliste, la raison d'État, ce sont les intérêts capitalistes. Les opposants aux injustices de l'État sont alors contre l'intérêt général... Plenel a été qualifié de « trotskard » et « d'espion du KGB » puis de « la CIA »... Les zadistes aujourd'hui sont des « djihadistes verts » et les militants qui soutiennent les sans-papiers

sont « des manipulateurs d'extrême gauche »... Ce livre est utile pour lutter contre le rouleau compresseur médiatique qui avance au nom de la République, mais qui, officieusement, sert les intérêts capitalistes, avec l'aide de l'État, ce mensonge institutionnalisé et armé... **Alexandre Raguet**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
contact@la-breche.com



L'Anticapitaliste | Libre expression

CHILI Luites sociales et processus constituant

Entretien. Nous revenons sur le mouvement étudiant au Chili et la situation actuelle du pays avec **Sergio Grez**, historien chilien, et **Franck Gaudichaud**, enseignant-chercheur et militant du NPA (actuellement en poste à Santiago).



Sergio Grez et Franck Gaudichaud. DR

Où en est le mouvement étudiant chilien aujourd'hui après les grandes luttes de 2011 ?

F.G. : Historiquement, le mouvement étudiant et des élèves du secondaire a toujours été un acteur social très important au Chili, y compris contre la dictature. En démocratie «néolibérale», il y a eu une recomposition des luttes étudiantes, le point culminant étant l'année 2011 avec une mobilisation massive autour des revendications pour une éducation gratuite, publique et de qualité. Aujourd'hui, le mouvement est de nouveau en lutte, très actif, avec des occupations de lycées et d'universités, après avoir un temps eu un peu de mal à affronter le nouveau scénario politique avec l'élection de Bachelet. Celle-ci avait récupéré en partie certaines grandes revendications, par exemple sur la réforme de l'éducation, mais, de mon point de vue, en les intégrant dans une perspective sociale-libérale qui ne rompt absolument pas avec la démocratie néolibérale construite en 1990. Après les luttes de 2011-2012, très massives et radicales, qui ont fait trembler tout le système politique, l'année dernière a été une phase d'ajustement, puisque la CONFECH (confédération des syndicats étudiants) a dû affronter un scénario dans lequel le gouvernement proposait «par en haut» des réformes et non plus le mouvement. La direction du mouvement étudiant est en partie tombée dans le piège du «dialogue» tendu par le ministère de l'Éducation. D'autre part, certains leaders du mouvement étudiant de 2011 comme Camila Vallejo (PC) sont au Parlement et/ou dans la coalition gouvernementale. Cette année, on voit que les syndicats étudiants ont repris du tonus, avec une dynamique de lutte et des orientations plus claires, et depuis le mois de mai des manifestations massives de plus de cent mille personnes... Un autre élément intéressant, c'est que depuis que certains leaders de 2011 ont été intégrés au Parlement et/ou à l'exécutif, ce sont des forces politiques à la gauche du Parti communiste qui dominent la CONFECH, donc – malgré leurs limites sur le plan

stratégique – plus indépendantes de la coalition gouvernementale.

Quels sont les autres mouvements sociaux ?

S.G. : Parmi les mouvements les plus importants actuellement, il y a d'abord celui des Mapuches, qui n'est pas strictement social puisqu'il comporte une revendication politique nationale, pour l'autonomie et la reconquête de certains droits qui leur ont été niés, en particulier le droit à la terre et les droits politiques. Il y a aussi un mouvement assez fort contre le centralisme de l'État. Le mouvement des travailleurs des ports est très intéressant. Au Chili, la mer a été privatisée et appartient à sept grands groupes économiques, tandis qu'on n'a laissé que des petites portions du littoral aux pêcheurs artisanaux. Le mouvement s'est organisé depuis quelques années autour des unions portuaires qui n'ont pas de statut légal mais regroupent des syndicats qui en ont un. Elles ont mené des grèves et mobilisations très importantes en 2014. Un mouvement remarquable, car d'un point de vue politique, il est parvenu à menacer les intérêts des grands exportateurs (fruits, bois). Il est aussi parvenu à mobiliser les travailleurs tout au long des côtes, en solidarité avec les travailleurs du port de Mejillones, qui demandaient à disposer d'une heure pour leur repas de midi au lieu des 30 minutes actuelles. La quasi-totalité des travailleurs des ports s'est mobilisée pour les soutenir. C'est un mouvement qui a su raviver les traditions de solidarité parmi les travailleurs, brisées par la dictature, et de manière générale par le modèle néolibéral de la démocratie actuelle.

Quel est l'état actuel des forces de la gauche radicale ?

F.G. : Tout d'abord, il faut dire que l'état actuel – encore fragile – des luttes de classes est une première limite pour la reconstitution de forces politiques de la gauche anticapitaliste, qui restent très dispersées et divisées. Dans ce contexte, il est difficile d'envisager une unification «à froid» de gauches radicales ou

révolutionnaires, dont les contours restent à définir. Par exemple, si l'on parle du mouvement étudiant, il y a eu des tentatives, comme le Bloc de conducción qui regroupait jusqu'à peu la Gauche autonome (Izquierda Autónoma), l'Union nationale étudiante (UNE) et le Front des étudiants libertaires (FEL). Ensemble, ils disposaient d'une hégémonie relative sur la direction du mouvement étudiant. Mais ce front, que l'on peut qualifier de «antinéolibéral large», s'est disloqué il y a quelques mois, faute de cohérence interne. Plus généralement, l'unification est aussi difficile entre de nombreux petits groupes ou collectifs révolutionnaires issus de diverses cultures politiques et qui ont une influence souvent limitée à tel ou tel secteur. Ces forces sont encore très minoritaires, mais certaines ont grandi depuis 2011, alimentées par le renouveau des luttes sociales.

Quelle analyse peut-on faire du gouvernement Bachelet ?

F.G. : Le gouvernement de Bachelet est un gouvernement social-libéral de coalition qui va du centre-droit (avec la DC) au PC et qui s'inscrit dans le cadre du modèle capitaliste néolibéral semi-autoritaire instauré à la fin de la dictature. J'ai parlé à ce titre d'un «transformisme social-libéral». D'une certaine manière, l'exécutif répond aux luttes et à 2011 en essayant de stabiliser ce modèle par des réformes partielles. C'est là un point de polémique direct avec les analyses que fait le PC. Aujourd'hui, le gouvernement doit affronter une crise de légitimité sans précédent depuis 1990, avec d'immenses affaires de corruption à répétition qui ont éclaboussé l'ensemble du monde politique ces derniers mois. Cela a révélé le niveau d'intégration entre les grandes entreprises, le capital et l'ensemble du personnel politique chilien.

Que peut-on dire sur la réforme de la Constitution ?

S.G. : Le Chili a déjà amorcé un processus constituant, mais l'enjeu porte actuellement sur la manière de mener cette réforme. Il y a deux façons de la faire : l'une qui consiste

à élaborer une constitution par le biais d'une commission nommée par le pouvoir, de la faire approuver par le Parlement, et enfin seulement de la faire voter, en bloc, à l'occasion d'un plébiscite populaire. L'autre façon consiste à élire une Assemblée constituante. Il s'agirait là d'un corps libre et souverain, dont les travaux seraient limités dans le temps, et qui représenterait de manière bien plus démocratique la population. Selon de récentes enquêtes d'opinion, 60% des Chiliens seraient favorables à un tel processus. Le problème c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui de cadre institutionnel légal qui permette d'instaurer une assemblée constituante. Il faudrait pour cela trouver un subterfuge, et cela ne pourra se faire qu'avec une forte pression sociale et politique de la base. Depuis 2011, le mot d'ordre en faveur d'une assemblée constituante rencontre un soutien grandissant dans la population. Actuellement, nous organisons une «école des constituants» destinée à former des cadres pour expliquer aux gens l'intérêt de défendre cette idée, pour montrer que c'est le lieu où leurs intérêts pourraient être défendus. La réflexion se mène aussi sur le moyen de mener un tel processus. L'idée serait par exemple d'introduire un quorum des deux tiers pour voter un changement constitutionnel, et si ce quorum n'est pas atteint, de procéder à des votes sur des sujets précis, au lieu de ne se prononcer que sur un paquet ficelé final. Cela permettrait d'assurer une véritable participation démocratique la plus large possible, selon l'ancien slogan de l'époque de l'Unité populaire : «*crear poder popular*» (littéralement «créer du pouvoir populaire»).

Entretien réalisé par Giulia Willig pour le journal suisse Solidarités²

Version longue sur le site du NPA :

<http://www.npa2009.org/idees/le-chili-apres-les-luites-etudiantes-de-2011-luites-sociales-et-processus-constituant>
1- En espagnol, «Las fisuras del neoliberalismo. Trabajo, "Democracia protegida" y conflictos de clases», CLACSO, abril 2015: <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20150306041124/EnsayoVF.pdf>
2- www.solidarites.ch

Vu ailleurs

Le Monde **UNE LANGUE SUSPECTE.** À Prunelli-di-Fiumorbo, en Corse, la kermesse de l'école prévue le 26 juin a été annulée: des institutrices voulaient faire chanter Imagine de John Lennon dans les cinq langues parlées par les enfants du village – anglais, espagnol, corse, français et arabe. Arabe? Les enseignantes ont été menacées par certains parents d'élèves. «En France, un statut spécial semble réservé à l'arabe, constate le philosophe Zvetan Todorov. Mais alors de quoi est-il la langue?» Parler arabe, c'est avant tout parler politique. À l'Assemblée, la place de cette langue dans les programmes scolaires suscite chaque année une pelletée de questions écrites, toujours les mêmes, sur un ton éternellement courroucé: son apprentissage serait un danger pour l'intégrité nationale, un frein à l'intégration, voire un facteur de délinquance ou de communautarisme, débat encore éperonné par l'élection de deux députés FN. «Une langue suspecte», résume Richard Jacquemond, professeur de littérature arabe moderne à l'université Aix-Marseille. [...] Récemment, l'inspection académique s'est inquiétée qu'aucun enseignement d'arabe n'existe dans le sud de Paris. Sept collègues sont choisis. Sept lettres envoyées. Sept refus en réponse. «Vous voulez m'attirer la racaille?, commente un proviseur. Sans compter que j'ai des élèves juifs... Je ne tiens pas à importer l'intifada.» Il réfléchit. «Au fait, ne me citez pas.» L'ouverture ou non d'une option dépend aujourd'hui «largement du chef d'établissement: s'il est hostile ou intéressé», dit Brigitte Trincard-Tahhan. Son dernier poste était à Champigny-sur-Marne, en banlieue parisienne. «Les élèves eux-mêmes avaient intégré la dévalorisation de la langue, y compris ceux ayant des liens avec le Maghreb.» [...] En fait, «ce n'est pas tant l'arabe qui est méprisé que ceux qui le parlent», estime Dominique Caubet, professeure à l'Inalco. [...]

«L'arabe au ban de l'école», Florence Aubenat, *Le Monde culture et idées*, jeudi 18 juin 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire
www.npa2009.org